

aspects statistiques

économie genevoise: rétrospective 1987
avec quelques éléments de prévision pour 1988

n° 59
février 88

SOMMAIRE	Page
Table des matières	1
Economie suisse et contexte international	2
Economie genevoise; résumé	4
Tableau synoptique	8
Evolution de l'économie genevoise en 1987; examen détaillé	10



brièvement

- En 1987, la conjoncture économique a donné certains signes de ralentissement, mais elle reste dans l'ensemble satisfaisante, à Genève comme sur le plan Suisse. Les événements boursiers et monétaires du quatrième trimestre 1987 n'ont pour le moment pas eu de conséquences sérieuses sur la marche de l'économie, mais l'incertitude est perceptible dans la plupart des prévisions émises en ce début d'année 1988.

- L'économie suisse se trouvait encore dans une phase d'expansion en 1987. Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté en termes réels de 2,1 %, soit un peu moins qu'en 1986 (2,7 %) et sensiblement moins qu'en 1985 (4,1 %). La croissance s'est appuyée principalement sur la consommation des ménages alors que les exportations se stabilisaient au niveau de 1986.

Pour 1988, les prévisions relatives à l'évolution du PIB suisse tablent pour la plupart sur une croissance de 1,2 % à 1,6 %.

- L'économie genevoise a enregistré des résultats dans l'ensemble satisfaisants en 1987, avec cependant des contrastes assez marqués. Les exportations ont augmenté de 2,3 % après deux années successives de baisse en 1985 (- 3,3 %) et 1986 (- 4,3 %). Mais alors que l'horlogerie, la bijouterie et la chimie accroissaient leurs ventes à l'étranger en 1987, l'industrie des machines et la métallurgie subissaient un fort recul. Les résultats à fin décembre du test conjoncturel pour l'industrie traduisaient une relative satisfaction, mais les carnets de commandes étaient en général jugés trop peu garnis et les responsables d'entreprises prévoyaient un affaiblissement de la demande au début 1988.

Alors que Cointrin enregistrerait un trafic record en 1987, avec une augmentation de 7,3 % du nombre des passagers du trafic commercial, l'hôtellerie genevoise annonce, pour la troisième année consécutive, un recul du nombre des nuitées : - 1,2 % en 1987 pour la période de janvier à octobre, malgré l'apport de Télécom en octobre.

Le secteur bancaire enregistre d'excellents résultats pour 1987 et prévoit encore des résultats favorables pour 1988, malgré un probable ralentissement. Le commerce de détail est, lui, plus réservé. On ne dispose pas de données chiffrées pour Genève mais, si les grandes entreprises de la branche paraissent satisfaites, nombre de commerces de luxe et de commerces spécialisés font état de leur insatisfaction.

- Une certaine stabilisation de la croissance démographique se confirme. La population du canton a augmenté de 1 344 habitants en 1987 (2 091 en 1986); pour la première fois depuis 1977, l'accroissement naturel (+ 705 personnes) a dépassé le gain migratoire (+ 639).

La croissance de l'emploi continue d'être forte; le marché du travail se caractérise par un volume important des offres d'emploi, qui dépassent nettement le nombre total des chômeurs. Dans le domaine du logement, on enregistre une diminution du nombre des logements neufs mis sur le marché : 1 666 en 1987, contre 1 813 en 1986 et 2 146 en 1985. En conséquence, le nombre des logements vacants reste très bas. Un élément d'espoir : la sensible augmentation des requêtes en autorisation de construire (3 183 logements concernés en 1987, contre 1 800 à 2 400 dans les cinq années précédentes).

économie genevoise: rétrospective 1987

avec quelques éléments de prévision pour 1988

	<u>Page</u>
Economie suisse et contexte international	2
Economie genevoise; résumé	4
Tableau synoptique	8
Evolution de l'économie genevoise en 1987; examen détaillé :	
1. Population résidante	12
2. Emploi	16
3. Marché du travail	20
4. Agriculture	24
5. Energie	26
6. Industrie	28
7. Construction	32
8. Logements inoccupés, demandes de logement et locaux commerciaux vacants	36
9. Commerce de détail	38
10. Banques	39
11. Voitures de tourisme	40
12. Trafic aérien	42
13. Hôtellerie	44
14. Secteur international	46
15. Commerce extérieur	50
16. Masse salariale et mouvement de fonds des CCP	52
17. Prix à la consommation	54

La partie **rétrospective** de ce rapport annuel est fondée sur des données mensuelles, trimestrielles ou annuelles arrêtées pour la plupart à fin décembre. Sa partie **perspective** est, forcément, moins substantielle; en effet, dans de nombreux domaines, on ne dispose d'aucun élément sérieux de prévision sur le plan cantonal, et même sur le plan suisse.

Ont été choisies, en ce qui concerne le canton de Genève, les **principales séries statistiques** démographiques et économiques figurant dans le bulletin trimestriel du SCS. Font exception deux chapitres pour lesquels on ne dispose sur le plan cantonal que d'informations de nature qualitative, d'ailleurs lacunaires : le commerce de détail et la banque. A signaler, dans le chapitre "Emploi", la réapparition de l'indice trimestriel de l'emploi, dont les bases ont été revues à l'occasion du transfert de cette statistique entre deux offices fédéraux (de l'OFIAMT à l'OFS). Signalons aussi que les données relatives à la consommation d'énergie dans le canton sont devenues plus complètes cette année.

Cette nouvelle édition de la rétrospective annuelle sur l'économie genevoise a été **enrichie** d'un texte "Economie suisse et contexte international" et d'un tableau synoptique qui, nous le souhaitons, en feront un ouvrage de référence encore plus utile.

ECONOMIE SUISSE ET CONTEXTE INTERNATIONAL

1987 La phase d'expansion conjoncturelle amorcée en 1983 se poursuit en 1987. Le produit intérieur brut (PIB) - mesure de la valeur nette des biens et services produits par le système économique sur un territoire donné, établi la plupart du temps à l'échelon national - progresse de 2,1 %¹⁾ en termes réels par rapport à 1986, après avoir augmenté de 2,7 % l'an passé et de 4,1 % en 1985, année record dans cette phase de croissance. Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, la progression du PIB se fixe à 2,8 % environ; la performance suisse se place entre celles de la France et de la République Fédérale d'Allemagne (1,5 % chacune), d'une part, et celles de l'Italie (2,8 %), des Etats-Unis (2,8 %), du Japon (3,5 %) et de la Grande-Bretagne (3,8 %), d'autre part.

A l'échelon national, la croissance enregistrée en 1987 ne doit rien aux exportations, stabilisées au niveau de l'année précédente, mais beaucoup à la consommation des ménages privés, principal soutien de la conjoncture, et à l'investissement, surtout dans la construction.

Sur le plan de l'emploi, la situation de la Suisse reste enviable par rapport à celle des autres pays de l'OCDE : le taux de chômage atteint 0,7 % au troisième trimestre dans notre pays, alors qu'il avoisine ou dépasse 10 % en Grande-Bretagne, en France et en Italie notamment; le Japon s'en sort mieux que ceux-ci, avec 2,8 % de chômeurs. L'emploi global continue d'augmenter en Suisse au cours de l'année, essentiellement dans les services. Les entreprises font état de difficultés à trouver du personnel qualifié et cette situation a tendance à s'accentuer. Au troisième trimestre, la progression annuelle des salaires se fixe à 2,9 % en termes nominaux; elle reste ainsi supérieure au renchérissement (2,0 % à l'échelon national d'octobre à octobre).

Le fait économique frappant de l'année est incontestablement constitué par l'effondrement des cours des actions intervenu en octobre sur tous les marchés boursiers. L'indice suisse des actions, établi à 324 points environ juste avant le krach, se fixe à 224 points à mi-décembre, accusant ainsi une baisse de 31 %. Tous les observateurs s'accordent à dire que les cours des actions étaient, depuis un certain temps, déconnectés de la "valeur réelle" des entreprises, en termes d'actifs et de possibilités de dégager des bénéfices. A ce titre, leur baisse est moins une diminution de richesse qu'un nécessaire réajustement.

De portée plus grande est sans doute la chute du dollar américain qui s'est ensuivie : en 1985, il valait en moyenne F 2,45; au début de l'année, F 1,56; en juin, F 1,51; en décembre, son cours oscille autour de F 1,35. En 1987, les mouvements du franc suisse par rapport aux autres devises sont beaucoup moins marqués; le cours du mark allemand, notamment, reste assez stable. L'indice du cours du change réel de la monnaie nationale, qui tient compte de l'évolution des prix chez les principaux partenaires commerciaux, progresse légèrement au cours de l'année, traduisant ainsi une augmentation du pouvoir d'achat extérieur du franc suisse.

1) Estimation de la Commission pour les questions conjoncturelles; les chiffres définitifs de la comptabilité nationale seront disponibles en cours d'année.

1988

L'effondrement du cours des actions et la baisse du dollar rendent particulièrement périlleuse l'élaboration - toujours difficile - de prévisions économiques. A l'échelon international, un ralentissement de la conjoncture semble inévitable; les perspectives élaborées avant les événements d'octobre annonçaient déjà un affaiblissement de la croissance et le krach boursier ne peut qu'accentuer cette tendance. L'instabilité des cours des devises est ressentie de plus en plus comme étant contreproductive et les gouvernements devront s'efforcer en 1988 de s'entendre pour mener une politique monétaire cohérente de stabilisation des changes. La conjoncture suisse sera sans doute moins affectée par les conséquences directes de la chute des actions que par la détérioration des conditions générales de l'économie extérieure. En raison de la répartition des exportations selon le pays destinataire, les conséquences de la baisse du dollar devraient être limitées dans l'ensemble; le commerce extérieur ne sera cependant probablement pas un facteur de croissance du PIB en 1988; en revanche, les importations continueront sans doute de progresser. La demande intérieure sera plus épanouie : on s'attend à une croissance des investissements et de la consommation des ménages privés; malgré une certaine saturation sur le plan des biens durables, cette dernière restera en 1988 un important soutien conjoncturel. Au total, la progression du PIB en termes réels pourrait s'établir entre 1,2 % et 1,6 % selon les prévisions émises par les principaux instituts universitaires et les grandes banques.

ECONOMIE GENEVOISE : RESUME

1987

1988

1. Population résidante

En 1987, la population du canton a augmenté de 1 344 personnes pour se fixer, à fin décembre, à 361 775 habitants. Placé dans la chronologie des années 80, ce gain de 1 344 habitants en un an apparaît comme relativement faible : tout près du minimum de 1985 (+ 1 261) et loin au-dessous du maximum de 1982 (+ 4 926).

L'évolution de la population du canton dépend d'abord des migrations. En effet, l'autre composante du mouvement démographique, l'accroissement naturel (naissances-décès), est plus stable et limitée dans ses effets.

Les migrations se soldent pour 1987 par un gain de 639 personnes, le plus faible des années 1980. Par origine, on observe, comme en 1985 et 1986, un contraste très fort entre les mouvements migratoires suisses (forte perte : - 1 589 en 1987) et étranger (gain : + 2 228 en 1987). Conséquence de ce tassement de l'ex-cédent migratoire total : en 1987, l'accroissement naturel (+ 705) est plus élevé que le gain migratoire (+ 639), ce qui ne s'était plus produit depuis 1977.

2. Emploi

Selon l'indice de l'emploi calculé par l'Office fédéral de la statistique (OFS), le nombre d'emplois a augmenté de 1,2 % dans le canton (3e trimestre 1986 - 3e trimestre 1987). Le taux de croissance est inférieur à celui calculé pour l'ensemble de la Suisse (+ 1,4 %). Par secteur d'activité, cette croissance globale de 1,2 % recouvre une diminution de l'emploi dans le secteur secondaire (- 0,7 % dans l'industrie, les arts et métiers; - 1,5 % dans le bâtiment et génie civil), compensée par une croissance de 2,0 % dans le secteur tertiaire (services).

Selon le relevé d'août, la main-d'oeuvre étrangère active dans le canton a augmenté de 3 785 unités en un an (août 1986-août 1987). En trois ans (1984-1987), l'accroissement dépasse les 10 000 unités (+ 10 679). Deux catégories de travailleurs connaissent une croissance particulièrement forte : les frontaliers (+ 1 820 en un an), qui atteignent la barre des 26 000 en décembre 1986, celle des 27 000 en juillet 1987 et celle des 28 000 en décembre 1987, et les permis B (+ 1 694 en un an), dont la progression s'explique notamment par les nombreuses transformations de permis de travailleurs saisonniers (stabilisations).

3. Marché du travail

La situation du marché du travail en 1987 se caractérise, par rapport à 1986, par un nombre de chômeurs plus élevé (en moyenne, 2 080 en 1987, contre 1 858 en 1986) et, simultanément, un nombre d'offres d'emploi plus élevé (en moyenne, 2 312 en 1987, contre 1 979 en 1986). Le taux de chômage, en pour cent de la population résidante active, reste supérieur dans le canton (moyenne 1987 : 1,2 %) à celui de l'ensemble de la Suisse (0,8 %). A signaler, en fin d'année 1987, une forte augmentation des réductions d'horaire pour motif économique (700 travailleurs touchés), surtout dans l'industrie des machines.

En fin d'année, les offres d'emploi (2 425 à fin décembre) dépassent nettement l'effectif total des chômeurs (2 050), traduisant à la fois un marché du travail très actif et des inadéquations entre offres et demandes d'emploi.

Vu l'instabilité des mouvements migratoires, tout pronostic sur l'évolution démographique du canton est aléatoire. Par ailleurs, deux faits particuliers sont à prendre en considération en ce début d'année 1988. Tout d'abord, les conditions économiques générales et les prévisions émises en Suisse ou à l'étranger sont moins favorables qu'il y a un an. Ensuite, l'immigration étrangère - moteur de l'évolution démographique - devrait être influencée à plus ou moins longue échéance par les mesures annoncées récemment par le Conseil d'Etat (voir point 2. ci-dessous). On peut donc supposer que la stabilisation de la croissance démographique devrait se confirmer en 1988.

La croissance de l'emploi pourrait être moins forte en 1988. Dans le domaine de la main-d'oeuvre étrangère sous contrôle, les mesures annoncées en janvier par le Conseil d'Etat visent les deux objectifs suivants : donner aux personnes momentanément sans emploi de meilleures chances de retrouver une activité dans des délais aussi brefs que possible; rechercher un équilibre entre les besoins des entreprises en main-d'oeuvre étrangère et la volonté du gouvernement de maîtriser l'évolution du nombre total des étrangers exerçant une activité à Genève. Il faut également signaler qu'un certain nombre d'entreprises importantes du secteur des services pensent limiter l'engagement de personnel supplémentaire en 1988.

L'évolution monétaire a déjà eu des effets sur certains secteurs de l'économie genevoise qui dépendent fortement de la demande étrangère (industrie exportatrice, commerce de luxe). Une augmentation du chômage n'est pas à exclure pour 1988, du moins dans les secteurs les plus exposés à la concurrence, alors que d'autres secteurs de l'économie ou certains types de professions (cadres, informaticiens, etc.) souffriront encore probablement de difficultés de recrutement.

1987

1988

4. Agriculture

Malgré des conditions météorologiques souvent anormales, et en particulier un printemps froid et humide, l'agriculture genevoise affiche des résultats 1987 satisfaisants. Dans la viticulture, la quantité de vin produite (151 000 hectolitres) est supérieure à celle des quatre années précédentes et la qualité promet d'être bonne. Les quantités de céréales prises en charge par la Confédération (206 000 quintaux) sont dans la moyenne, alors que la récolte de colza (40 600 quintaux) enregistre un record. Grâce à une fin d'été et à un automne favorables, les cultures fruitières et maraîchères atteignent des résultats satisfaisants sur les plans de la production et de la commercialisation.

Par nature, la production agricole se prête mal aux prévisions.

5. Energie

La fourniture totale d'énergie dans le canton a reculé de 4,0 % en 1987, après avoir augmenté de 3 à 5 % au cours des années précédentes. Ce recul s'explique par une forte diminution des livraisons de combustibles liquides (- 15,2 %), alors que les fournitures d'électricité (+ 3,7 %) et surtout de carburants (+ 11,0 %) augmentent très sensiblement. Mais l'évolution des ventes de combustibles liquides ne reflète pas fidèlement celle de la consommation, en raison de phénomènes de stockage liés aux mouvements de prix du pétrole. De plus, il faut rappeler que ces ventes sont influencées par les conditions climatiques, variables d'une saison de chauffage à l'autre.

Pas d'éléments de prévision pour 1988.

6. Industrie

La conjoncture économique, un peu morose durant l'hiver 1986-1987, s'améliorait en cours d'année. Les événements boursiers et monétaires, s'ils ont augmenté l'incertitude quant à l'évolution future de la conjoncture, n'avaient pas eu de conséquences importantes sur la marche des affaires dans l'industrie à fin 1987 : à Genève comme en Suisse, elle était dans l'ensemble satisfaisante, malgré des carnets de commandes trop peu garnis.

Les chefs d'entreprises prévoient un affaiblissement de l'offre et de la demande au début de 1988, suivi d'une stabilisation.

Par branche économique, année satisfaisante dans l'alimentation, boissons, tabacs et dans les arts graphiques. Amélioration en milieu d'année mais sensible dégradation en fin d'année dans la chimie et les machines et appareils. Dans l'horlogerie, bijouterie, année un peu moins satisfaisante en 1987 qu'en 1986, mais l'année se termine plutôt bien.

7. Construction

Le coût prévu des constructions projetées s'élevait au début de 1987 à 2 736 millions de francs, en hausse de 10,7 % (valeur nominale) par rapport à 1986. A relever que la part prise par la construction de logements dans le total des dépenses de construction diminue sensiblement : 48,8 % en 1982, 43,0 % en 1986 et 41,4 % en 1987 (projets de construction).

L'activité dans le secteur de la construction va rester importante, mais la construction de nouveaux logements est toujours insuffisante, compte tenu de la demande non satisfaite. Si le nombre des autorisations de construire a baissé en 1987 (1 581 logements, soit - 12,3 % par rapport à 1986), les requêtes ont fortement augmenté (3 183 logements, soit + 57,9 %) : signe d'amélioration à moyen terme ?

Le nombre de logements neufs mis sur le marché en 1987 (1 666) est inférieur à celui de 1986 (1 813) et, surtout, de 1985 (2 146).

8. Logements inoccupés, demandes de logement et locaux commerciaux vacants

1 482 logements inoccupés ont été dénombrés au 1er juin 1987, contre 1 613 un an auparavant. La majorité sont des logements vides (1 034, contre 1 170 en 1986) ; le nombre de logements vacants non meublés demeure très faible (410, contre 396 en 1986), particulièrement celui des logements à louer (211, contre 158).

Compte tenu de l'évolution du mouvement de la construction, le taux de vacance reste très bas (2,5 logements vacants pour mille logements disponibles) et la demande très forte. Les demandes de logement en attente à l'office du logement social à fin 1987, qui ne recouvrent pourtant pas la totalité de la demande, s'élèvent à 7 015.

1987

1988

9. Commerce de détail

Les données suisses font état d'une croissance globale des chiffres d'affaires de 2 %, avec des résultats très variables selon les secteurs. A Genève, les données statistiques font défaut; toutefois, les grandes entreprises de la branche paraissent satisfaites de leurs résultats, contrairement à certains commerces spécialisés (bijouterie, habillement).

La demande intérieure constituera encore un important soutien pour la conjoncture en Suisse. A Genève, les commerçants tablent sur la stabilité.

10. Banques

En dépit des événements boursiers et monétaires du dernier trimestre, la marche des affaires du secteur bancaire a été très favorable et les résultats devraient être proches des chiffres records de 1986.

Les banques prévoient encore des résultats favorables pour 1988, malgré une croissance probablement moins forte que ces dernières années.

11. Voitures neuves mises en circulation

Le nombre de voitures neuves mises en circulation dans le canton de janvier à octobre 1987 s'élève à 17 326, chiffre sensiblement inférieur à ceux enregistrés en 1984-1986 (18 200-18 500).

Pas d'élément de prévision.

12. Trafic aérien

Après une année de stabilité en 1986, le trafic à l'aéroport de Cointrin s'est fortement accru en 1987 : le trafic commercial enregistre une croissance de 5,6 % des mouvements d'avions et de 7,3 % du nombre des passagers. Les compagnies étrangères (+ 13,5 % de passagers) connaissent une croissance plus forte que les compagnies suisses (+ 1,4 %).

Pas d'élément de prévision.

Le tonnage du fret a augmenté de 4,4 % en 1987, après deux années de stagnation (+ 2,5 % en 1985; - 3,8 % en 1986).

13. Hôtellerie

Le nombre de nuitées enregistré durant les mois de janvier à octobre a diminué pour la troisième année consécutive : - 0,6 % en 1985; - 10,3 % en 1986; - 1,2 % en 1987. Le taux d'occupation des lits est ainsi tombé de 57,6 % en moyenne en 1984 à 50,4 % en 1987. Sur le plan suisse, 1987 se solde par une légère augmentation du nombre des nuitées (+ 0,3 %), grâce à un apport particulièrement important de la clientèle indigène, alors que cette clientèle indigène a baissé de 4,3 % à Genève. La demande étrangère est, elle, restée stable dans le canton (- 0,6 %), grâce en particulier à une reprise de la clientèle des Etats-Unis (+ 8,3 %) et du Japon (+ 5,1 %) qui compense le recul des Européens.

Les événements boursiers et monétaires risquent de freiner l'arrivée des touristes étrangers. Une augmentation notable des nuitées paraît peu probable.

14. Secteur international

D'avril 1986 à avril 1987, les emplois dans le secteur international n'ont augmenté que de 0,2 % (contre 3,7 % de 1985 à 1986). Le secteur international, tel qu'il est défini pour l'enquête annuelle que réalise le SCS, comprend les 15 organisations internationales gouvernementales (OIG), les missions permanentes et les 10 principales organisations non gouvernementales (OING). Ce secteur totalise environ 21 500 emplois en avril 1987.

Les perspectives annoncées en avril 1987 par les OIG tablent sur la stabilité des effectifs alors que les dépenses et les réunions devraient s'inscrire entre la stabilité et une très légère progression.

Entre les deux derniers relevés, les emplois ont augmenté de 1,3 % dans les OIG, de 1,8 % dans les missions permanentes mais ont baissé de 7,3 % dans les 10 principales OING.

Le montant global des dépenses des 25 organisations internationales couvertes par la statistique du SCS s'élève à 2,33 milliards de francs en 1986, en baisse de 1,4 % (valeur nominale) ou de 3,0 % (valeur réelle) par rapport à 1985.

1987

1988

15. Commerce extérieur

Les importations du canton ont progressé plus fortement en 1987 (+ 1,8 %) qu'en 1986 (+ 1,3 %), tandis que les exportations se sont accrues de 2,3 % après deux années de baisse successives (- 1,4 % en 1985 et - 6,5 % en 1986). Ces résultats sont à prendre avec un certain recul car ils sont influencés par le commerce des pierres gemmes et métaux précieux, d'une part, et des produits énergétiques, d'autre part, qui sont relativement indépendants de l'activité économique générale. En ce qui concerne les exportations, à signaler la croissance de l'horlogerie (+ 5,9 %), des produits chimiques (+ 6,8 %), de la bijouterie (+ 3,0 %) et, au contraire, le recul des machines et appareils (- 8,0 %) et de la métallurgie (- 6,2 %).

Pas d'élément de prévision pour le canton. Sur le plan national, les prévisions tablent sur une poursuite de la croissance avec, pour les importations, une fourchette de 2,1 % à 3,6 % et, pour les exportations, de 0,2 % à 3,6 %.

16. Masse salariale

En 1987, la masse salariale versée par les entreprises du canton (sans les organisations internationales gouvernementales) a augmenté de 8,1 % en termes nominaux. En termes réels, le taux d'accroissement s'élève à 6,1 %, chiffre nettement supérieur à celui de 1986 (3,5 %). Ces données sont calculées à partir des résultats des trois premiers trimestres.

Pas de prévision d'évolution de la masse salariale à Genève pour 1988, mais on peut signaler que, selon les prévisions émises sur le plan suisse, la rémunération des salariés devrait progresser de 3,7 % à 5,0 %.

17. Prix à la consommation

A Genève, les prix ont augmenté de 2,2 % en 1987 (variation calculée de décembre à décembre). Ce taux est supérieur à celui de 1986 (+ 1,0 %), mais inférieur à la moyenne calculée sur les cinq années 1982-1986 (+ 3,4 %). Pour la cinquième année consécutive, le taux genevois (+ 2,2 %) est supérieur au taux suisse (+ 1,9 %). Comme les années précédentes, le renchérissement des marchandises (+ 1,3 %) est moins marqué que celui des services (+ 3,0 %), le renchérissement des marchandises et services indigènes (+ 2,6 %) plus marqué que celui des marchandises importées (+ 1,0 %).

Les prévisions de prix sont particulièrement aléatoires en ce début d'année 1988, dans le contexte économique et monétaire que nous connaissons. Le SCS a établi pour l'indice genevois une prévision d'augmentation comprise entre 2,0 % et 3,0 %, alors que les chiffres annoncés sur le plan suisse par les principaux instituts et banques spécialisés se situent entre 2,0 % et 2,4 %.

ECONOMIE GENEVOISE : tableau synoptique 1987

	Unité	Situation ou période	1986	1987	Variation 1986/87	
					absolue	en %
Population						
Suisses	Nombre	Fin décembre	242 352	242 886	534	0,2
Etrangers	"	"	118 079	118 889	810	0,7
Total	"	"	360 431	361 775	1 344	0,4
Naissances	"	Total annuel	3 870	3 808	- 62	- 1,6
Décès	"	"	3 085	3 103	18	0,6
Gain naturel	"	"	785	705	- 80	- 10,2
Immigrés	"	Total annuel	28 101	27 160	- 941	- 3,4
Emigrés	"	"	26 795	26 521	- 274	- 1,0
Gain migratoire	"	"	1 306	639	- 667	- 51,1
dont Suisses	"	"	- 2 025	- 1 589	436	21,5
Etrangers	"	"	3 331	2 228	- 1 103	- 33,1
Emploi						
Indice de l'emploi ¹⁾	3e trim 85 = 100	Fin septembre	100,5	101,7	.	1,2
Travailleurs étrangers, total	Nombre	Août	108 406	112 191	3 785	3,5
. permis B + c ²⁾	"	"	61 518	63 632	2 114	3,4
. frontaliers ²⁾	"	"	25 556	27 376	1 820	7,1
. saisonniers ²⁾	"	"	7 980	7 634	- 346	- 4,3
. exempts ³⁾	"	"	13 352	13 549	197	1,5
Marché du travail						
Chômeurs, total	Nombre	Moyenne annuelle	1 858	2 080	222	11,9
. sans emploi	"	"	1 781	1 996	215	12,1
. partiellement sans emploi	"	"	77	84	7	9,1
Travailleurs subissant une réduction d'horaire	Nombre	Moyenne annuelle	22	293	271	.
Heures chômées	Milliers	Total annuel	19	229	210	.
Taux de chômage	%	Moyenne annuelle	1,0	1,2	.	0,2
Offres d'emploi, total	Nombre	Moyenne annuelle	1 979	2 312	333	16,8
. à plein temps	"	"	1 628	1 907	279	17,1
. à temps partiel	"	"	351	405	54	15,4
Agriculture, production						
Viticulture	hl	Total annuel	125 138	151 037	25 899	20,7
Céréales	q	"	173 246	206 000	32 754	18,9
Colza	q	"	30 617	40 574	9 957	32,5
Energie, consommation						
Electricité	MWh	Saison	2 003 913	2 077 681	73 768	3,7
Combustibles liquides	"	(juillet-sept.)	5 560 908	4 715 500	- 845 408	- 15,2
Carburants	"	"	2 522 043	2 800 324	278 281	11,0
Industrie						
Indicateur synthétique de la marche des affaires	Indice	4e trimestre	- 19	- 6	.	.
Logements, construction						
Autorisés	Nombre	Total annuel	1 581	1 387	- 197	- 12,3
Mis en chantier	"	"	1 495	1 451	- 44	- 2,9
Construits	"	"	1 813	1 666	- 147	- 8,1
Logements inoccupés						
dont vacants non meublés	Nombre	1er juin	1 613	1 482	- 131	- 8,1
vacants meublés	"	"	396	410	14	3,5
vides	"	"	47	38	- 9	- 19,1
vides	"	"	1 170	1 034	- 136	- 11,6
Demandes de logement	Nombre	Fin décembre	*	7 015 ⁴⁾	.	.

1) Source : OFS.

2) Source : Office fédéral des étrangers.

3) Source : SCS.

4) Stock des demandes enregistrées à l'Office du logement social.
Le chiffre correspondant de 1986 n'est pas disponible.

	Unité	Situation ou période	1986	1987	Variation 1986/87	
					absolue	en %
Voitures						
Effectif (immatriculées)	Nombre	Fin décembre	185 266	188 597	3 331	1,8
Neuves (mises en circulation)	"	Janvier-octobre	18 538	17 326	- 1 212	- 6,5
Hôtellerie						
Arrivées	Nombre	Janvier-octobre	834 124	828 743 ^P	- 5 381	- 0,6
Nuitées	"	"	2 064 519	2 039 347 ^P	- 25 172	- 1,2
dont hôtes de l'étranger	"	"	1 735 602	1 724 691 ^P	- 10 911	- 0,6
Lits disponibles	"	"	13 324	13 323 ^P	- 1	- 0,1
Taux d'occupation des lits disponibles	%	"	51,0	50,4 ^P	.	- 1,2
Aéroport (trafic commercial)						
Mouvements d'avions	Nombre	Total annuel	83 369	88 884	5 515	6,6
Trafic passagers local	"	"	4 604 259	4 939 704	335 445	7,3
Fret local	Tonnes	"	45 182	47 918	2 736	6,1
Secteur international						
Emplois, total	Nombre	Avril	21 422	21 463	41	0,2
dont OIG	"	"	15 426	15 628	202	1,3
missions permanentes	"	"	3 044	3 099	55	1,8
dix principales OING	"	"	2 952	2 736	- 216	- 7,3
Commerce extérieur						
Importations	Mio F	Total annuel	5 409	5 506	97	1,8
Exportations	"	"	5 206	5 328	122	2,3
Masse salariale						
	Mio F	Janvier-sept.	6 725	7 269	544	8,1
Prix à la consommation						
	Indice	Fin décembre	112,1	114,6	.	2,2
Biens importés	"	"	100,7	101,8	.	1,0
Biens et services indigènes	"	"	116,9	120,0	.	2,6
Poursuites et faillites						
Réquisitions de poursuite	Nombre	Total annuel	124 114	115 296	- 8 818	- 7,1
Séquestres	"	"	727	668	- 59	- 8,1
Faillites définitives	"	"	702	762	60	8,5
dont successions répudiées	"	"	550	581	31	5,6
ECONOMIE SUISSE : quelques indicateurs						
Indice de l'emploi	Indice	3e trimestre	101,1	102,5	.	1,4
Taux de chômage	%	Moyenne annuelle	0,8	0,8	.	-
Produit intérieur brut	MioF (70)	Total annuel	112 685 ^P	115 040 ^e	2 355	2,1
dont dépenses des ménages	"	"	70 060	71 740	1 680	2,4
formation de capital fixe	"	"	33 955	36 065	2 110	6,2
exportations	"	"	53 005	52 985	- 20	0,0
importations	"	"	60 570	63 170	2 600	4,3
solde balance commerciale	"	"	- 7 565	- 10 185	- 2 620	-
Prix à la consommation	Indice	Fin décembre	108,5	110,6	.	1,9
Taux d'intérêt des dépôts d'épargne	%	Moyenne annuelle	3,52	3,32	- 0,20	-
Indice suisse des actions	Indice	Moyenne annuelle	299,4	284,7	.	- 4,9
dont actions industrielles	"	"	261,0	270,6	.	3,7
Monnaie de banque centrale ajustée	Mio F	Moyenne annuelle	31 768	32 708	940	3,0
Cours du \$ US	Franc	Moyenne annuelle	1,80	1,49	- 0,31	- 17,2
Cours effectif du franc	Indice	Moyenne annuelle	141,4	148,8	7,4	5,3

p chiffres provisoires.

e estimation.

EVOLUTION DE L'ECONOMIE GENEVOISE EN 1987; EXAMEN DETAILLE

L'ordre des chapitres est indiqué en page 1.

Les éléments de prévision pour 1988, lorsqu'ils existent, figurent à la fin de chaque chapitre, en italiques.

Tableau 1.1

Canton de Genève

Population résidante selon l'origine¹⁾

	Nombres absolus			Pour mille		
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total
1982	238 809	112 094	350 903	680	320	1 000
1983	239 839	113 701	353 540	678	322	1 000
1984	240 984	116 095	357 079	675	325	1 000
1985	241 805	116 535	358 340	675	325	1 000
1986	242 352	118 079	360 431	672	328	1 000
1987	242 886	118 889	361 775	671	329	1 000

1) Chiffres au 31 décembre.

Tableau 1.2

Canton de Genève

Mouvement démographique selon l'origine¹⁾

	Gain naturel			Gain migratoire			Changements d'origine			Gain total		
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Suisses	Etrangers	Total	
1982	- 341	800	459	- 139	4 606	4 467	1 832	- 1 832	1 352	3 574	4 926	
1983	- 297	736	439	- 430	2 628	2 198	1 757	- 1 757	1 030	1 607	2 637	
1984	- 329	679	350	- 332	3 521	3 189	1 806	- 1 806	1 145	2 394	3 539	
1985	- 380	758	378	- 1 274	2 157	883	2 475	- 2 475	821	440	1 261	
1986	- 12	797	785	- 2 025	3 331	1 306	2 584	- 2 584	547	1 544	2 091	
1987	- 149	854	705	- 1 589	2 228	639	2 272	- 2 272	534	810	1 344	

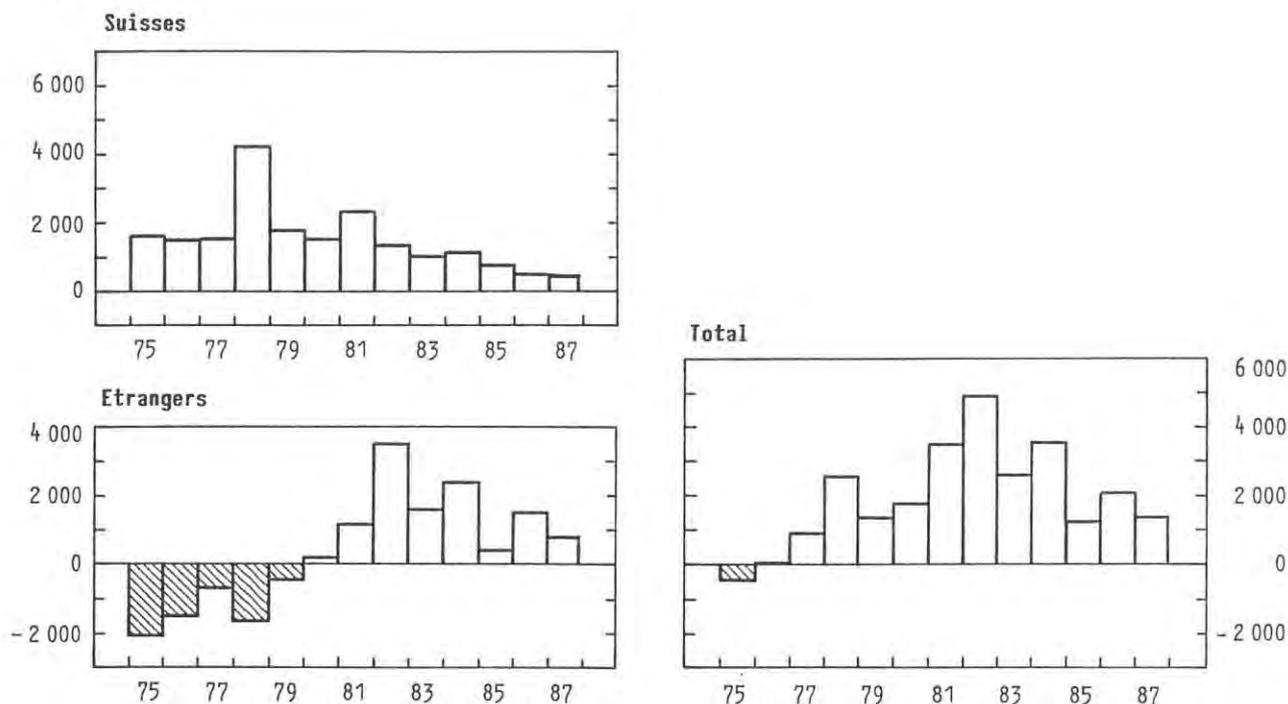
1) Gain naturel = naissances - décès;
 gain migratoire = immigrants - émigrants;
 gain total = gain naturel + gain migratoire.

Graphique 1.a

Canton de Genève

Variation de la population selon l'origine

Gain annuel



1. POPULATION RESIDANTE

1987 Population résidante selon l'origine

A fin décembre 1987, la population résidante permanente du canton s'élève à 361 775, dont 242 886 personnes d'origine suisse et 118 889 d'origine étrangère. Bien que les variations soient faibles et lentes, on peut noter, depuis 1981, un affaiblissement de la proportion de Suisses et, en corollaire, un renforcement de la part étrangère de la population. Mouvement inverse de celui de 1975 à 1980 qui avait vu la réduction de la proportion d'étrangers résidant dans le canton.

Mouvement démographique du canton selon l'origine

Du 1er janvier au 31 décembre, la population a augmenté de 1 344. Ce gain se compose de 534 Suisses et 810 étrangers. Après avoir atteint plus de 2 000 personnes en 1986, le gain annuel retrouve le niveau de 1985 (+ 1 261), première année depuis 1979 (+ 1 381) où il tombait sous la barre des 2 500 nouveaux habitants. On peut rappeler le sommet de 1982, avec une élévation de la population du canton de près de 5 000.

Le gain total de 1987 se compose tout d'abord d'un solde positif des naissances sur les décès de 705. C'est la deuxième année consécutive, depuis 1975, que le gain naturel dépasse la barre des 700. L'excédent des naissances sur les décès est dû aux étrangers (+ 854); le solde suisse est en effet constamment négatif depuis 1971; en 1987 il est de - 149.

Le deuxième élément du gain total de la population est le solde migratoire. Celui-ci peut varier de manière considérable d'une année à l'autre. Il représentait environ dix fois le gain naturel en 1982 (excédent des naissances sur les décès : 459, excédent des arrivées sur les départs : 4 467). On assiste depuis 1985 à une nette régression du gain migratoire; il s'élève en 1987 à 639 (gain naturel 1987 : 705).

Le solde entre immigrants et émigrants Suisses et étrangers est opposé depuis 1982. La migration suisse se caractérise depuis six ans par une perte constante qui s'est brusquement amplifiée à partir de 1985 et se situe cette année à - 1 589. Le mouvement migratoire étranger est positif en 1987, il s'élève à 2 228. Il a connu une pointe en 1982, avec un gain de 4 606 personnes; il oscille ensuite entre 2 000 et 3 500.

En 1987, il y a eu 2 272 changements d'origine. Ce résultat se situe dans la moyenne des trois années précédentes.

1988 *1987 semble confirmer la stabilisation de l'évolution démographique amorcée en 1983. Elle est, avant toute chose, la conséquence de la réduction du gain migratoire. Mais il faut rappeler que celui-ci peut fluctuer de manière importante à court terme. 1988 devrait, néanmoins, voir le ralentissement de l'augmentation de la population se prolonger.*

Tableau 1.3

Canton de Genève

Mouvement migratoire selon l'origine (sans saisonniers)

	Immigrants			Emigrants			Gain migratoire		
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total
1982	7 746	13 112	20 858	7 885	8 506	16 391	- 139	4 606	4 467
1983	7 515	10 725	18 240	7 945	8 097	16 042	- 430	1 628	2 198
1984	7 566	12 909	20 475	7 898	9 388	17 286	- 332	3 521	3 189
1985	6 817	12 591	19 408	8 091	10 434	18 525	- 1 274	2 157	883
1986	6 407	12 790	19 197	8 432	9 459	17 891	- 2 025	3 331	1 306
1987	6 672	11 593	18 265	8 261	9 365	17 626	- 1 589	2 228	639

Tableau 1.4

Canton de Genève

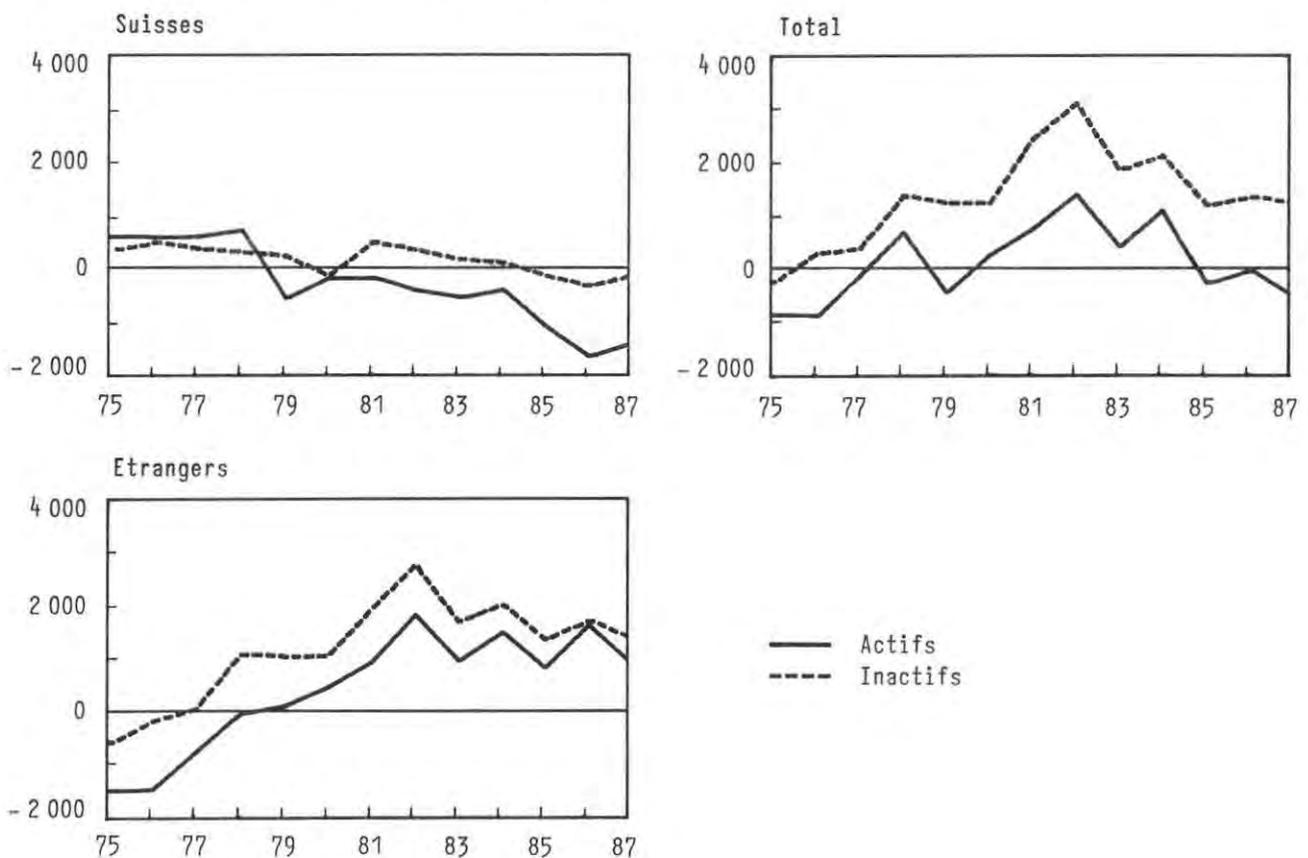
Gain migratoire selon l'activité et l'origine

	Inactifs			Actifs		
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total
1982	310	2 770	3 080	- 449	1 835	1 386
1983	137	1 686	1 823	- 567	942	375
1984	73	2 028	2 101	- 405	1 493	1 088
1985	- 178	1 343	1 165	- 1 096	814	- 282
1986	- 366	1 708	1 342	- 1 659	1 623	- 36
1987	- 170	1 348	1 178	- 1 419	880	- 539

Graphique 1.b

Canton de Genève

Gain migratoire selon l'activité et l'origine



1987 Mouvement migratoire du canton

Le mouvement migratoire se compose de deux courants opposés : les arrivées et les départs. Le solde peut être positif, négatif ou nul. En 1987, nous l'avons déjà relevé, il s'établit à 639, résultat d'un gain de 2 228 étrangers et d'une perte de 1 589 Suisses. Globalement, il se situe dans les années de faible progression. Il est intéressant de noter que ce gain modéré est le fait, avant tout, d'une baisse du nombre d'immigrants, tant suisses qu'étrangers. L'émigration de ces deux groupes est remarquablement stable ces deux dernières années.

On peut encore relever que Portugais (+ 1 775) et Espagnols (+ 268) représentent, environ, le 90 % du gain migratoire étranger. Il est probable, par ailleurs, que, comme lors des années précédentes, une part importante de cette augmentation soit la conséquence des regroupements familiaux.

Gain migratoire selon l'activité

La distinction selon l'activité confirme la part importante que tient vraisemblablement le regroupement familial dans le gain migratoire étranger. En effet, le 60 % du solde positif étranger est composé de personnes inactives professionnellement (1 348). Les 880 actifs en représentent le 40 %.

Le solde migratoire suisse se caractérise surtout par une perte élevée d'actifs depuis trois ans (- 1 419 en 1987).

1988 *Le mouvement migratoire extérieur du canton, bien que sujet à de brusques variations, laisse apparaître, depuis peu, deux tendances. D'une part, une stabilisation de la migration étrangère, avec une très forte composante d'inactifs et, d'autre part, une perte élevée de la population résidente suisse, formée essentiellement d'actifs. Il est probable que ces deux tendances se prolongent, en 1988, à des degrés divers.*

Tableau 2.1

Canton de Genève

Personnes occupées selon l'activité économique¹⁾

	Nombres absolus			Répartition en pour cent		
	1975	1982	1985	1975	1982	1985
Secteur primaire	3 763	4 037	4 348	1,9	1,8	1,8
Secteur secondaire	51 945	49 010	49 894	25,6	21,8	20,5
. Economie énergétique	1 480	1 363	1 380	0,7	0,6	0,6
. Industrie, arts et métiers	33 783	31 171	29 066	16,7	13,9	11,9
. Bâtiment et génie civil	16 682	16 476	19 448	8,2	7,3	8,0
Secteur tertiaire	147 073	171 546	189 531	72,5	76,4	77,7
. Commerce, hôtellerie, réparation	48 603	54 193	58 389	24,0	24,1	24,0
. Transports et communications	12 119	13 101	14 424	6,0	5,9	5,9
. Banques, assurances, affaires immobilières, agences-conseils	31 581	41 523	45 708	15,6	18,5	18,7
. Autres services (publics et privés) ²⁾	32 360	37 227	42 738	15,9	16,6	17,5
. Adm. publiques au sens étroit du terme, assurances sociales	7 077	7 703	9 700	3,5	3,4	4,0
. Organisations Intergouvernementales et représentations diplomatiques ³⁾	15 333	17 799	18 572	7,5	7,9	7,6
Total	202 781	224 593	243 773	100,0	100,0	100,0

1) Total des emplois à plein temps et à temps partiel.

2) En particulier : enseignement, services de santé, voirie, oeuvres sociales, organismes de défense d'intérêts, culture, sports et divertissements.

3) En 1975, non compris les consulats.

Sources : RFE 75 et 85, enquête cantonale de 1982.

Tableau 2.2

Canton de Genève - Suisse

Indices genevois et suisse de l'emploi (3e trimestre 1985 = 100)

Résultats trimestriels

	1985				1986				1987
	IV	I	II	III	IV	I	II	III	
<u>Genève</u>									
Indice de l'emploi	97,8	99,0	100,2	100,5	98,8	100,4	101,5	101,7	
dont secteur secondaire	94,0	99,1	102,3	102,3	95,4	101,0	101,9	101,3	
secteur tertiaire	99,1	99,0	99,7	99,2	100,1	100,4	101,5	101,9	
Variation annuelle en %	.	.	.	+ 0,5	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,2	+ 1,2	
<u>Suisse</u>									
Indice de l'emploi	97,8	98,7	100,9	101,1	99,0	100,1	102,1	102,5	
dont secteur secondaire	95,0	97,2	100,8	101,3	95,7	98,2	101,0	101,2	
secteur tertiaire	99,8	99,8	100,9	101,0	101,3	101,4	102,9	103,4	
Variation annuelle en %	.	.	.	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,4	+ 1,2	+ 1,4	

Source : Office fédéral de la statistique.

2. EMPLOI

1987 L'évolution de l'emploi dans le canton depuis 1985 - date de la dernière enquête exhaustive sur les personnes occupées dans les entreprises et les établissements du canton (tableau 2.1) - est retracée à l'aide de l'indice régionalisé de l'emploi (tableau 2.2). Cet indice est calculé, depuis le 2ème trimestre de 1987, par l'Office fédéral de la statistique (OFS) alors qu'il l'était auparavant par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT).

A l'occasion de ce transfert, les bases de la statistique de l'emploi ont été revues. Cette révision a été présentée dans le numéro d'août 1987 du mensuel "La Vie économique" :

"... le calcul de l'indice de l'emploi a été rendu compatible avec la nouvelle nomenclature des branches économiques utilisée lors du dernier recensement fédéral des entreprises de 1985 (RFE 85). Cette adaptation, encore réalisée sous l'égide de l'OFIAMT, permet d'utiliser désormais les résultats du recensement fédéral des entreprises de 1985 comme base de référence pour l'indice de l'emploi, ce qui signifie notamment que :

- . l'indice prend la valeur 100 au 3e trimestre 1985;
- . la statistique de l'emploi adopte la nomenclature du RFE 85;
- . les coefficients de pondération utilisés pour le calcul des indices indirects sont issus des résultats du RFE 85."

A fin septembre 1987, l'indice genevois de l'emploi se fixe à 101,7 points et enregistre une hausse annuelle de 1,2 % (moyenne Suisse : + 1,4 %) qui recouvre les variations suivantes, selon les secteurs d'activité :

- . industrie, arts et métiers : - 0,7 % (Suisse : - 0,3 %)
- . bâtiment et génie civil : - 1,5 % (Suisse : + 0,7 %)
- . secteur des services : + 2,0 % (Suisse : + 2,4 %)

La variation annuelle observée sur le plan suisse (+ 1,4 %) est dépassée dans les cantons d'Argovie (+ 2,9 %), d'Obwald (+ 2,8 %), de Zurich (+ 2,1 %), de Schwytz et de Fribourg (+ 1,9 %) et de Vaud (+ 1,5 %); Bâle-Ville se situe dans la moyenne du pays alors que parmi les 19 autres cantons, seuls trois enregistrent des baisses du niveau de l'emploi (Jura : - 0,2 %, Appenzell Rh.-Int. : - 1,0 % et Appenzell Rh.-Ext. : - 1,2 %).

1988 *Selon les indications fournies par les entreprises genevoises participant à l'enquête de l'OFS, la situation de l'emploi était encore jugée bonne au 3e trimestre 1987. L'indice¹⁾ appréciatif de la situation s'établissait à 131 (moyenne Suisse : 130) et celui relatif aux perspectives d'occupation pour les trois mois à venir se fixait à 125 contre 121 un an auparavant (moyenne Suisse : respectivement 126 et 123).*

1) 150 = bon, 100 = satisfaisant ou incertain, 50 = mauvais.

Tableau 2.3

Canton de Genève

Main-d'œuvre étrangère selon le type de permis

	Type de permis					Totaux		
	Etablis- sement	Annuel	Exempt	Saisonnier	Frontalier	Total général	Total sans exempt	Sous contrôle ¹⁾
Effectifs en août								
1982	42 201	12 506	12 627	7 492	23 202	98 028	85 401	43 200
1983	43 582	12 695	12 803	7 246 ²⁾	23 480	99 806	87 003	43 421
1984	44 664	13 054	12 826	7 304	23 664	101 512	88 686	44 022
1985	45 362	13 945	13 221	7 580	24 442	104 550	91 329	45 967
1986	46 355	15 163	13 352	7 980	25 556	108 406	95 054	48 699
1987	46 775	16 857	13 549	7 634	27 376	112 191	98 642	51 867
Variations								
1981-82	1 474	380	549	233	1 136	3 772	3 223	1 749
1982-83	1 381	189	176	- 246	278	1 778	1 602	221
1983-84	1 082	359	23	58	184	1 706	1 683	1 660
1984-85	698	891	395	276	778	3 038	2 643	1 945
1985-86	993	1 218	131	400	1 114	3 856	3 725	2 732
1986-87	420	1 694	197	- 346	1 820	3 785	3 588	3 168

1) Travailleurs étrangers sous contrôle : détenteurs de permis annuels, saisonniers et frontaliers.

2) Relevé de septembre de l'OCE.

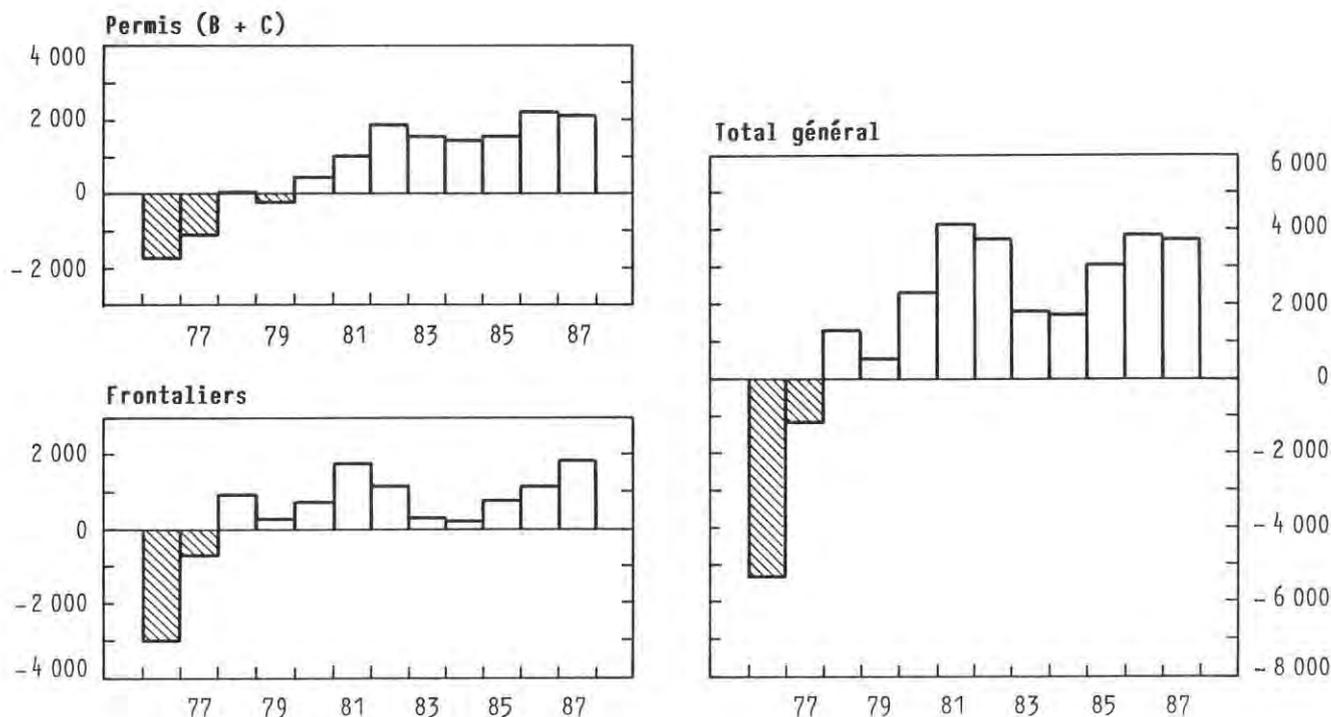
Source : Office fédéral des étrangers, à l'exception des exempts dont le nombre est tiré de l'enquête annuelle du SCS auprès des Organisations internationales gouvernementales et de la statistique progressive des missions permanentes tenue par le SCS.

Graphique 2

Canton de Genève

Main-d'œuvre étrangère selon le type de permis

Variations annuelles, chiffres en août



Main-d'oeuvre étrangère

1987

Pour la troisième année consécutive, l'effectif de la main-d'oeuvre étrangère active dans le canton enregistre une progression annuelle supérieure à 3 000 unités : + 3 785 travailleurs d'août 1986 à août 1987 (+ 3,5 %), + 3 856 en 1985-86 (+ 3,7 %), + 3 038 en 1984-85 (+ 3,0 %). L'évolution des douze derniers mois découle principalement de la progression des effectifs de frontaliers (+ 1 820) et de permis annuels (+ 1 694).

Les 112 191 travailleurs étrangers du canton (+ 10 679 en trois ans, soit + 10,5 %) se répartissent de la manière suivante selon le type de permis :

Les travailleurs établis sont les plus nombreux : 46 775, soit le 41,7 % de l'effectif total (42,7 % en août 1986). Trois nationalités rassemblent plus des 3/4 des travailleurs établis : un tiers sont de nationalité italienne (35,2 %), un quart de nationalité espagnole (24,7 %) et moins d'un cinquième de nationalité française (17,7 %). Un quart des actifs sont occupés dans l'industrie et les métiers (24,6 %) et 9,0 % dans le bâtiment et le génie civil.

Les travailleurs au bénéfice d'un permis annuel, au nombre de 16 857, représentent le 15,0 % de l'effectif total (14,0 % en août 1986). Plus de la moitié des "annuels" sont d'origine ibérique (52,5 %), on compte en effet 5 754 Portugais (+ 1 220 en un an) et 3 096 Espagnols (+ 361). Les principales branches d'activité sont le bâtiment et le génie civil (18,7 % du total), le commerce (14,7 %), l'hôtellerie et la restauration (13,8 %) ainsi que l'industrie et les arts et métiers (11,3 %).

Les 7 634 saisonniers constituent le 6,8 % de la main-d'oeuvre étrangère (7,4 % en août 1986). Par pays de provenance, le Portugal vient largement en tête (4 629 personnes, soit le 60,6 %) suivi de l'Espagne (1 802, 23,6 %). Le bâtiment et le génie civil occupent plus de la moitié du contingent de saisonniers (52,7 %), l'hôtellerie et la restauration près du tiers (31,5 %), l'agriculture et la sylviculture près d'un dixième (9,2 %).

La part des frontaliers (27 376 travailleurs dont 26 941 de nationalité française), se fixe à 24,4 % de l'effectif total de la main-d'oeuvre étrangère (23,6 % en août 1986). L'industrie et les arts et métiers en emploient le plus grand nombre (31,0 % du total); viennent ensuite le commerce (21,1 %), le bâtiment et le génie civil (9,8 %), l'hôtellerie et la restauration (8,8 %) et les services de santé et les soins corporels (6,7 %).

Les 13 549 "exempts", c'est-à-dire les fonctionnaires internationaux titulaires d'une carte de légitimation délivrée par le Département fédéral des affaires étrangères, représentent le 12,1 % de l'effectif total de la main-d'oeuvre étrangère (12,3 % en août 1986). Près des 4/5 d'entre eux (77,1 %) travaillent dans une des 15 organisations internationales gouvernementales établies à Genève (ONU, BIT, OMS, CERN, etc.), les autres (22,9 %) étant employés dans l'une des quelque 120 missions permanentes accréditées dans le canton.

1988

Les récentes mesures annoncées par le Conseil d'Etat genevois dans le domaine de la main-d'oeuvre étrangère sous contrôle - c'est-à-dire permis annuels, saisonniers et frontaliers - devraient avoir des effets. Un ralentissement de la croissance économique, qui n'est pas improbable, aurait lui aussi des conséquences sur la main-d'oeuvre étrangère.

Tableau 3.1

Canton de Genève

Marché du travail

	1982	1983	1984	1985	1986	1987
<u>Situation à fin décembre</u>						
Chômeurs, total	1 447	2 233	2 526	1 946	2 078	2 050
. sans emploi	1 447	2 130	2 425	1 853	2 015	1 961
. partiellement sans emploi	*	103	101	93	63	89
Taux de chômage, en %						
. Genève	0,8	1,2	1,4	1,1	1,2	1,1
. Suisse	0,8	1,0	1,2	1,0	0,9	0,8
Offres d'emploi, total	1 064	983	1 456	1 614	1 921	2 425
. à plein temps	1 064	889	1 220	1 344	1 584	2 021
. à temps partiel	*	94	236	270	337	404
<u>Moyennes annuelles</u>						
Chômeurs, total	1 051	1 920	2 351	2 089	1 858	2 080
. sans emploi	1 051	1 831	2 249	1 996	1 781	1 996
. partiellement sans emploi	*	89	102	93	77	84
Taux de chômage en %						
. Genève	0,6	1,1	1,3	1,2	1,0	1,2
. Suisse	0,4	0,9	1,1	1,0	0,8	0,8
Offres d'emploi, total	1 154	1 133	1 586	1 722	1 979	2 312
. à plein temps	1 154	1 031	1 298	1 401	1 628	1 907
. à temps partiel	*	102	288	321	351	405
Réduction de l'horaire de travail						
. travailleurs touchés	1 571	1 972	663	9	22	293
. heures chômées (en milliers) ¹⁾	717	924	358	7	19	229
Pertes de travail pour cause d'intempéries						
. travailleurs touchés	*	*	73	381	256	274
. heures chômées (en milliers) ¹⁾	*	*	12	283	99	144

1) Total annuel.

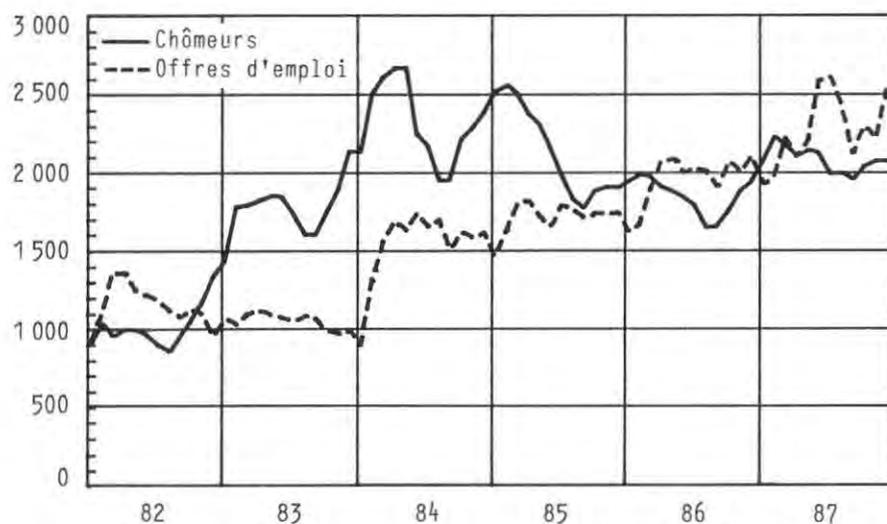
Sources : OFIANT et Office cantonal de l'emploi

Graphique 3

Canton de Genève

Marché du travail

Situation en fin de mois



3. MARCHE DU TRAVAIL

1987 Dans l'ensemble, on constate une légère aggravation du chômage dans le canton en 1987. Le nombre moyen de chômeurs a augmenté de 11,9 % par rapport à l'année précédente, s'établissant à 2 080, niveau qui correspond à peu près à celui atteint en 1985. C'est au cours des cinq premiers mois de l'année que le nombre de chômeurs a été le plus élevé. A fin décembre, le nombre total de personnes au chômage se monte à 2 050, chiffre légèrement inférieur à celui de l'année précédente. Le taux moyen de chômage s'établit à 1,2 % contre 1,0 % en 1986. Pour l'ensemble du pays, ce taux s'élève à 0,8 % seulement, comme en 1986.

Cette légère avance du chômage contraste avec une nette augmentation des offres d'emploi qui dépassent, plus nettement qu'en 1986, le nombre de chômeurs. Le nombre moyen des offres d'emploi s'élève à 2 312; 17,5 % concernent des emplois à temps partiel. On assiste apparemment à une inadéquation grandissante entre qualifications recherchées et qualifications des travailleurs disponibles.

Les réductions d'horaire pour motif économique ont sensiblement augmenté à partir du mois d'octobre, touchant environ 700 travailleurs employés surtout dans la branche machines, appareils et véhicules. Le total annuel des heures chômées (228 681) est nettement plus élevé que ceux des deux années précédentes (18 821 heures en 1986 et 7 391 heures en 1985).

Les pertes de travail pour cause d'intempéries, qui se sont produites essentiellement durant les trois premiers mois de l'année, représentent un total annuel de 143 494 heures perdues, chiffre supérieur à celui de l'année précédente (99 360 heures).

1988 *Au niveau de la Suisse, on ne s'attend pas à une augmentation du chômage durant l'année en cours. Une certaine incertitude règne cependant à la suite des remous boursiers, et l'effondrement du dollar peut entraîner des difficultés pour les industries fortement exportatrices. Pour Genève, une légère augmentation du nombre de chômeurs n'est pas à exclure.*

Tableau 3.2

Canton de Genève

Chômeurs complets selon le sexe, l'origine, le groupe d'âges, la durée du chômage ou la profession
Situation à fin octobre

	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Total	1 180	1 902	2 191	1 813	1 827	1 979
<u>Sexe</u>						
Masculin	771	1 256	1 420	1 144	1 081	1 185
Féminin	409	646	771	669	746	794
<u>Origine</u>						
Suisses	661	995	1 225	1 008	1 024	1 100
Etrangers	519	907	966	805	803	879
<u>Groupe d'âges</u>						
- de 20 ans	33	50	36	23	30	19
20 à 29 "	335	539	528	495	404	458
30 à 39 "	340	568	560	489	479	554
40 à 49 "	218	331	465	382	406	456
50 ans et +	254	414	602	424	508	492
<u>Durée du chômage</u>						
0 - 1 mois	400	853	925	770	823	834
1 - 2 "	282	227	257	208	175	256
2 - 3 "	166	155	194	179	158	163
3 - 6 "	192	277	342	304	332	342
6 - 12 "	105	295	335	275	270	311
12 mois et plus	35	95	138	77	69	73
<u>Profession</u>						
Production végétale et animale	4	6	9	17	13	11
Arts graphiques	24	26	29	21	9	20
Métallurgie, machines,	119	177	229	149	106	124
Horlogerie, bijouterie	13	25	25	13	37	47
Bâtiment	17	20	41	56	47	58
Autres ouvriers à la production	19	26	37	44	53	62
Professions techniques	85	138	132	97	84	94
Bureau, administration	314	476	596	462	457	509
Vente	89	105	142	118	146	149
Transports et communications	55	69	118	123	109	137
Hôtellerie, service de maison	107	149	222	203	229	239
Hygiène, nettoyage	35	47	92	75	112	74
Droit, sûreté, maintien de l'ordre	22	31	27	24	27	23
Soins médicaux	28	44	68	44	53	57
Professions scientifiques et artistiques	86	131	157	156	145	153
Enseignement, assistance sociale	40	69	64	60	52	69
Autres professions	123	363	203	151	148	153

Sources : OFIAMT et Office cantonal de l'emploi.

Chômeurs complets

1987 A fin octobre 1987, le nombre de chômeurs complets s'élève à 1 979, ce qui correspond à une augmentation de 8,3 % par rapport à octobre 1986.

Cet accroissement est un peu plus important chez les hommes (+ 9,6 %) que chez les femmes (+ 6,4 %). La part de ces dernières s'établit à 40,1 % du total des chômeurs complets, proportion restée à peu près stable depuis l'année précédente, mais sensiblement plus élevée que celle de la période 1981-1985 (35 % de femmes en moyenne).

44,4 % des chômeurs sont étrangers (879 en octobre). Cette part assez élevée s'est maintenue pratiquement au même niveau depuis 1984.

La répartition selon l'âge est relativement homogène : 1,0 % des chômeurs ont moins de 20 ans, 23,1 % ont entre 20 et 29 ans, 28,0 % entre 30 et 39 ans, 23,0 % entre 40 et 49 ans et 24,9 % ont 50 ans ou plus. Les modifications par rapport à l'année précédente sont assez faibles : la part de ceux ayant moins de 20 ans et de ceux âgés de 50 ans ou plus a légèrement reculé au profit des groupes d'âges intermédiaires.

Pour ce qui est de la durée du chômage, notons que 42,1 % des personnes inscrites restent moins d'un mois sans travail et que pour 19,4 %, le chômage dure 6 mois ou plus. Une augmentation substantielle est enregistrée chez les personnes restant entre un et deux mois au chômage (256 en octobre 1987 contre 175 en octobre 1986).

Environ un quart des chômeurs appartiennent aux professions de bureau et de l'administration, 12 % aux professions de l'hôtellerie et du service de maison, 7,5 % aux professions de la vente. Les hausses les plus importantes (par rapport à octobre 1986) sont enregistrées dans les activités de bureau et de l'administration (+ 52 chômeurs complets) et celles des transports et communications (+ 28), tandis que le nombre de chômeurs recule dans le groupe hygiène et nettoyage (- 38).

1988 Voir page 21.

Tableau 4

Canton de Genève

Principales productions de l'agriculture genevoise

4.1 Surface et production des vignes

	Surface (ha)				Production (hectolitres)			
	Vignes européennes			Total	Vignes européennes			Total
	Crus rouges	Crus blancs	Hybrides P.D. ¹⁾		Crus rouges	Crus blancs	Hybrides P.D. ¹⁾	
1982	486,0	793,0	12,0	1 291,0	74 643	164 393	1 435	240 471
1983	486,0	793,0	12,0	1 291,0	51 442	94 121	439	146 002
1984	498,0	817,0	4,0	1 319,0	45 196	84 543	321	130 060
1985	529,0	850,0	4,0	1 383,0	52 743	94 861	274	147 879
1986	570,5	869,5	2,0	1 442,0	46 592	78 424	122	125 138
1987	451,0	994,0	2,0	1 447,0	53 174	97 667	196	151 037

4.2 Valeur de la vendange (en milliers de F)

	Vignes européennes			Hybrides P.D. ¹⁾	Total
	Crus rouges	Crus blancs			
1982	26 973	58 359		401	85 733
1983	19 548	33 413		123	53 084
1984	17 174	30 012		89	47 275
1985	20 042	33 675		76	53 793
1986	17 705	27 840		34	45 579
1987	20 108	33 665		548	53 829

4.3 Surface de céréales panifiables et livraisons de céréales panifiables à la Confédération

	Surface (ares)			Livraisons (quintaux)			Valeur de la livraison (1 000 F)
	Froment	Seigle	Total	Froment	Seigle	Total	
1982	421 099	7 765	428 864	176 361	2 930	179 291	18 586
1983	412 600	8 800	421 400	157 821	3 380	161 201	17 164
1984	413 700	9 300	423 000	220 619	4 344	224 963	24 197
1985	402 503	6 696	409 199	216 738	3 013	219 751	23 290
1986	341 042	6 813	347 855	170 521	2 725	173 246	18 421
1987 ²⁾	*	*	*	*	*	206 000	20 000

4.4 Surface et récolte de colza

	Producteurs	Surface	Quintaux	Récolte 1 000 F
	Nombre	ha		
1982	260	1 100	33 486	6 630
1983	269	1 150	23 080	4 730
1984	280	1 150	37 759	7 890
1985	271	1 200	36 200	7 570
1986	275	1 220	30 617	6 360
1987	281	1 260	40 574	8 317

1) Producteurs directs.

2) Estimation.

4. AGRICULTURE (rapport rédigé par le service de l'agriculture)

1987 Comme 1986, l'année 1987 se situe hors des normes météorologiques. Succédant à un hiver rigoureux et accompagné de bonnes chutes de neige, un printemps froid en mars et frais en avril et mai s'est installé. Puis après un mois de juin très humide et peu ensoleillé, l'été fut très chaud mais entrecoupé de nombreuses journées pluvieuses. Puis ce fut septembre, qui battit tous les records de températures maximales depuis le début du siècle.

Viticulture

L'hiver 1986-1987 n'a pas connu de périodes très froides. La température minimale sous abri a atteint - 14,9° C le 12 janvier 1987. La vigne étant bien aoûtée en 1986, elle a traversé cette saison sans difficulté. Malgré deux nuits froides qui provoquèrent du gel de printemps, la floraison s'est déroulée par un temps favorable et la véraison a été retardée à la mi-août. Le mois de septembre particulièrement beau, chaud (+ 3,2° C par rapport à la normale) et sec (50 % de la norme) a permis d'amener les raisins à maturité juste à temps pour que les vendanges puissent commencer le 28 septembre et durer jusqu'au 3 novembre 1987. Celles-ci se déroulèrent dans des conditions difficiles dues à des précipitations fréquentes. Malgré cela la récolte 1987 a été bonne sur le plan qualitatif dans tous les cépages. Le volume de la vendange a atteint 15,1 millions de litres représentant une valeur totale de plus de 50 millions de francs. La récolte 1987 est en cours de vinification. Les vins évoluent normalement et le millésime 1987 sera bon.

Céréales panifiables et fourragères

Les conditions météorologiques de l'hiver 1986-1987 influencèrent favorablement les rendements des céréales panifiables et des céréales fourragères. Pour 1987, les quantités de blé et de seigle pris en charge par la Confédération sont estimées à 20 060 tonnes représentant une valeur de 20 millions de francs environ.

Colza

Les surfaces semencées en colza, dont le contingent alloué au canton s'élève à 1 260 hectares, ont été réparties entre 281 producteurs. Les rendements ont été très nettement supérieurs à ceux de l'année 1986, soit en moyenne 32,2 kg/are (+ 28 %), et la quantité livrée a été de 4 057 tonnes pour une valeur de 8 millions de francs environ.

Cultures fruitières

Jusqu'au mois de juillet y compris, les conditions météorologiques furent défavorables à l'arboriculture fruitière. Ces conditions ayant été très bonnes en août et septembre, la récolte fut tardive mais la qualité des fruits excellente. Quelques chutes de grêle très localisées ont occasionné des dégâts sur les poires et les pommes. La quasi-totalité de la récolte de pommes, récolte estimée à 2 585 tonnes, fut de très bonne qualité et est entrée dans le circuit de la consommation de fruits frais. La surface de production de la culture fruitière intensive, qui a légèrement varié en 1987, se monte à : 103 ha de pommiers; 7 ha de poiriers; 15 ha de pruniers; 5 ha de pêchers; 3 ha de cognassiers; 2,5 ha de cerisiers et 1 ha d'abricotiers.

Cultures maraîchères

Après un printemps extrêmement défavorable à la mise en culture en plein champs, l'année maraîchère a bénéficié des bonnes conditions climatiques de l'été et de l'automne. Les marchés sont restés stables et les cours soutenus.

Tableau 5

Genève

Consommation d'énergie pour les périodes de juillet à juin

	Electricité	Gaz	Combustibles solides	Combustibles liquides	Carburants	Total
<u>Energie fournie (MWh) ¹⁾</u>						
1981-82	1 682 811	814 806	58 265	4 454 813	2 370 794	9 381 490
1982-83	1 753 685	865 112	49 107	4 884 344	2 304 325	9 856 573
1983-84	1 833 905	942 105	43 660	4 930 690	2 408 013	10 158 373
1984-85	1 907 754	997 476	43 514	5 215 974	2 515 897	10 680 614
1985-86	2 003 913	1 078 614	39 899	5 560 908	2 522 043	11 205 377
1986-87	2 077 681	1 128 519	36 325	4 715 500	2 800 324	10 758 349
<u>Variation par rapport à la période précédente (%)</u>						
1982-83	4,2	6,2	- 15,7	9,6	- 2,8	5,1
1983-84	4,6	8,9	- 11,1	0,9	4,5	3,1
1984-85	4,0	5,9	- 0,3	5,8	4,5	5,1
1985-86	5,0	8,1	- 8,3	6,6	0,2	4,9
1986-87	3,7	4,6	- 9,0	- 15,2	11,0	- 4,0
<u>Part de chaque agent à l'approvisionnement genevois (%)</u>						
1981-82	17,9	8,7	0,6	47,5	25,3	100,0
1982-83	17,8	8,8	0,5	49,6	23,4	100,0
1983-84	18,1	9,3	0,4	48,5	23,7	100,0
1984-85	17,9	9,3	0,4	48,8	23,6	100,0
1985-86	17,9	9,6	0,4	49,6	22,5	100,0
1986-87	19,3	10,5	0,3	43,8	26,0	100,0

1) Les réseaux de distribution ne correspondent pas toujours au territoire du canton.

5. ENERGIE

1987 Les données du tableau 5 couvrent des périodes de douze mois, allant de juillet à juin. Ce découpage inhabituel permet de mieux cerner l'évolution de la consommation selon les saisons de chauffage.

Le pétrole à bon marché

En décembre 1985, l'indice genevois des combustibles liquides valait 92,5 (base décembre 1982 = 100). Dès le mois de janvier, il amorçait une baisse vertigineuse qui allait conduire à un minimum de 42,7 en juin 1986. Depuis lors, les prix se sont stabilisés à un niveau légèrement supérieur à ce plancher (janvier 1988 = 46,5). La chute de prix du début de l'année 1986 a été accompagnée d'une augmentation des ventes. Cependant, la stabilisation des prix à un niveau très bas pendant les mois suivants n'a pas entraîné un accroissement supplémentaire de ces ventes : bien au contraire, on observe un resserrement de 15 % durant cette dernière période, alors que jamais les prix ne furent si bas ! Comme les deux saisons ont connu presque les mêmes conditions climatiques, on ne peut expliquer cette diminution par un temps plus clément. Il s'agit apparemment d'un phénomène de stockage : les citernes ont été copieusement remplies au début de la chute des prix, si bien que, pendant la période suivante, il n'a plus été possible d'accroître la quantité stockée.

Carburants

Contrairement à celles de mazout, les ventes de carburants ont fortement augmenté pendant la période 1986-87 (+ 11 %). Il faut rappeler que l'effet du stockage par les particuliers est très faible et que les chiffres publiés mesurent assez bien la consommation des véhicules qui se sont approvisionnés à Genève; parmi ceux-ci une bonne partie ne sont pas immatriculés dans le canton. Pendant les derniers douze mois, on a vendu une moyenne de plus de 870 000 litres par jour, soit environ 3 litres par jour pour chaque résidant de 18 ans ou plus.

Electricité

La consommation d'électricité augmente à un rythme soutenu depuis de nombreuses années. Avec un taux de croissance de 4 % l'an, il faudrait doubler les ressources tous les 18 ans. Or, actuellement, à peine plus du tiers de la consommation est produit sur place : le reste doit être acheté à l'extérieur du canton.

Gaz

La progression des ventes de gaz est entraînée par le développement des installations de chauffage au gaz. Le gaz ménager ne représente que 7 % des quantités vendues. Bien qu'il soit offert à la majorité des ménages du canton (97 %), seuls 31 % de ces derniers ont demandé le raccordement.

Combustibles solides

Les ventes de combustibles solides ne cessent de fléchir. On remarquera néanmoins que, pendant la dernière période, ces ventes ont moins reculé (- 9 %) que celles des combustibles liquides (- 15 %).

Le Genevois est-il frileux ?

En totalisant l'énergie délivrée par les combustibles liquides, solides et par le gaz qui n'est pas destiné aux usages domestiques, on obtient un chiffre qui correspond à l'énergie consommée à des fins de chauffage (locaux et eau chaude). Il représente 54 % de l'énergie distribuée à Genève, soit 5,8 milliards de kWh. Cette quantité d'énergie équivaut au service d'un chauffage de 1,8 kW que chaque habitant du canton ferait fonctionner pour lui-même, 24 heures sur 24, et cela en toute saison !

1988 *On ne dispose pas de données autorisant une prévision pour la consommation de 1988.*

Tableau 6

Canton de Genève

Indicateur synthétique de la marche des affaires dans l'industrie

Référence :
 Situation satisfaisante 0
 très mauvaise - 100
 très bonne + 100

Moyennes trimestrielles de résultats mensuels

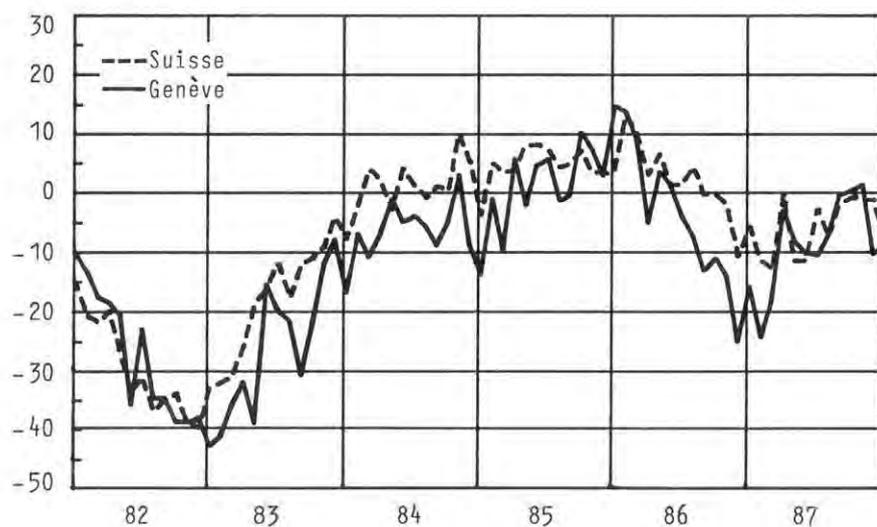
	Ensemble de l'industrie	Alimentation, boissons, tabacs	Arts graphiques ¹⁾	Chimie	Métallurgie	Machines et appareils	Horlogerie-bijouterie
1er trimestre 1982	- 17	+ 10	- 18	- 6	- 30	- 23	- 26
2me	- 26	+ 17	- 35	- 24	- 55	- 34	- 27
3me	- 36	- 4	- 26	- 40	- 43	- 57	- 29
4me	- 40	- 1	- 28	- 16	- 67	- 62	- 29
1er trimestre 1983	- 36	+ 7	- 14	- 4	- 60	- 58	- 28
2me	- 25	+ 7	- 18	+ 6	- 25	- 52	- 9
3me	- 25	+ 16	- 9	+ 29	- 37	- 56	- 23
4me	- 12	+ 1	+ 8	+ 34	+ 5	- 43	- 17
1er trimestre 1984	- 8	+ 13	- 10	+ 44	+ 43	- 53	- 8
2me	- 3	+ 13	- 1	+ 35	+ 43	- 39	+ 1
3me	- 6	+ 11	- 4	+ 41	+ 38	- 42	- 17
4me	- 7	+ 5	- 3	+ 31	+ 18	- 28	- 26
1er trimestre 1985	- 2	- 4	+ 17	+ 9	+ 24	- 24	+ 19
2me	+ 3	+ 16	+ 19	+ 24	+ 34	- 23	+ 8
3me	+ 3	+ 4	+ 21	+ 43	+ 36	- 30	+ 3
4me	+ 8	- 2	- 10	+ 32	+ 35	- 7	+ 30
1er trimestre 1986	+ 6	+ 6	+ 5	+ 44	+ 35	- 24	+ 16
2me	0	+ 2	- 12	+ 28	+ 7	- 14	+ 7
3me	- 11	- 14	- 10	+ 17	+ 1	- 35	+ 6
4me	- 19	+ 5	- 10	- 32	- 20	- 35	+ 3
1er trimestre 1987	- 15	+ 1	+ 3	- 12	- 19	- 37	- 3
2me	- 10	+ 4	- 9	+ 14	- 41	- 33	+ 6
3me	- 3	- 8	0	+ 21	- 31	- 14	+ 5
4me	- 6	+ 3	+ 1	+ 12	- 30	- 20	+ 1

1) Représentativité incertaine.

Graphique 6

Indicateur synthétique de la marche des affaires dans l'industrie

Nombre indice



6. INDUSTRIE

1987 Evolution de l'ensemble de l'industrie

Les données utilisées pour l'analyse de la situation dans l'industrie sont tirées du test conjoncturel pour l'industrie genevoise. Cette enquête n'est pas une statistique au sens strict; elle reflète les appréciations d'un échantillon d'entreprises qui répondent régulièrement à des questions sur la marche de leurs affaires. Les indications du test sont complétées par l'examen de la consommation d'électricité des entreprises industrielles au sens de la loi sur le travail, occupant au moins 20 ouvriers et consommant 60 000 kWh et plus par an. Cette série est utilisée comme un indicateur à court terme de la production.

Indicateur synthétique de la marche des affaires

L'activité économique, un peu faible durant l'hiver 1986-1987, s'est accélérée durant les mois de mars à octobre. Bien que l'effondrement des cours des actions et le nouveau repli du dollar des Etats-Unis sur le marché des changes soient venus renforcer l'incertitude quant à l'évolution conjoncturelle, l'indicateur synthétique de la marche des affaires dans l'industrie évolue toujours dans une zone satisfaisante à fin 1987, à Genève comme en Suisse.

En janvier et février 1987, la demande étrangère est faible en raison notamment des fluctuations à la baisse du dollar et l'activité productrice est faible, entraînant une diminution du degré d'utilisation des capacités techniques de production. A partir du printemps, le climat conjoncturel devient plus serein: la demande s'anime, la production s'accélère et les perspectives sont optimistes. Durant les mois d'avril à juillet, le climat conjoncturel est stable: la demande effective et la production sont satisfaisantes mais les carnets de commandes restent trop peu garnis. Les capacités de production et les emplois n'augmentent pas. A partir du mois d'août, la demande se renforce encore - la demande indigène d'abord, la demande en provenance de l'étranger ensuite - et la production s'intensifie. L'emploi et l'investissement en sont favorablement influencés et les capacités techniques de production sont de nouveau mieux utilisées. On observe un léger repli de l'indicateur synthétique de la marche des affaires en fin d'année: en novembre, tous les indicateurs sont à la baisse alors qu'en décembre ils sont orientés favorablement, à l'exception de la production qui perd encore un peu de dynamisme. L'enquête trimestrielle complémentaire confirme ce léger tassement au quatrième trimestre: augmentation moindre de l'emploi et de l'investissement, léger recul du degré d'utilisation des capacités techniques des entreprises.

Vue sous l'angle du degré de dépendance envers l'étranger, l'année 1987 a été moins bonne pour les entreprises exportant entre un et deux tiers de leur production que pour les deux autres catégories d'entreprises (moins d'un tiers et plus des deux tiers d'exportations). Durant les six premiers mois de l'année, l'indicateur synthétique de la marche des affaires des entreprises moyennement orientées vers le marché extérieur a évolué dans une zone nettement négative, alors qu'il pouvait être considéré comme satisfaisant au cours du troisième trimestre et comme bon durant les trois derniers mois.

Evolution dans les principales branches de l'industrie

La branche d'activité alimentation, boissons, tabacs a connu une année 1987 satisfaisante, légèrement meilleure que 1986, en raison d'un recul estival moins prononcé et de bonnes affaires en décembre. La demande a été généralement soutenue, même si les carnets de commandes paraissaient parfois trop peu garnis. L'activité productrice, le plus souvent dynamique, a stimulé l'emploi à partir du deuxième trimestre déjà, mais surtout durant la deuxième moitié de l'année.

Dans les arts graphiques, selon les résultats de l'enquête, on enregistre également un léger mieux et la situation peut être qualifiée de satisfaisante. La demande effective et la production ont évolué dans des limites acceptables. Les carnets de commandes ont le plus souvent été jugés trop peu garnis et les stocks adéquats. Les capacités techniques de production se sont développées progressivement.

La chimie a connu un début d'année peu favorable, avec une demande et une production affaiblies. En mars la tendance s'inverse; la demande s'anime à la suite d'une reprise des commandes en provenance de l'étranger et l'activité productrice est importante. En fin d'année (novembre), l'indicateur synthétique de la marche des affaires chute : les entreprises n'entrevoient plus de stimulations de la demande du côté des marchés extérieurs, une majorité d'entre elles sont pessimistes quant à leur carnets de commandes et la production est orientée à la baisse. Les capacités de production se sont accrues, tout comme leur degré d'utilisation et l'emploi a évolué favorablement. Les marges bénéficiaires ont baissé pour la plupart des entreprises, à la suite d'une diminution des prix de vente à l'exportation.

La métallurgie a connu des temps difficiles à partir de novembre 1986. Du côté de la demande, l'entrée des commandes a été plus faible en 1987 qu'en 1986 même lorsque, en septembre, octobre et novembre, les commandes en provenance de l'étranger tendaient à augmenter. Sur le plan de l'offre, on relève une production ralentie mais, à partir de mai, le niveau des stocks semble adéquat. Le degré d'utilisation des capacités de production, qui s'était stabilisé à un niveau élevé ces dernières années, a considérablement chuté.

Dans la branche machines et appareils, le troisième trimestre a été meilleur que les deux premiers. C'est en juillet que la demande s'anime quelque peu, stimulant la production. Les carnets de commandes restent néanmoins trop peu garnis et les stocks de produits finis sont importants. Dès novembre, la situation se détériore à nouveau. Au quatrième trimestre, l'emploi diminue dans une majorité d'entreprises, alors que les capacités de production se développent légèrement.

Pour l'horlogerie, bijouterie, l'année 1987 est légèrement moins satisfaisante que ne l'était 1986. La demande a fait défaut durant le premier trimestre, à la suite d'une importante diminution des commandes en provenance de l'étranger et la production manquait de vigueur. L'état des carnets de commandes n'a pas enthousiasmé les entrepreneurs mais les stocks de produits finis n'ont pas représenté une charge pour ceux-ci. L'année s'est bien terminée, avec une forte progression des commandes de l'étranger. Les capacités de production ont été augmentées en milieu d'année, mais l'emploi a baissé durant le quatrième trimestre.

1988 L'année 1988 devrait débuter avec un nouvel affaiblissement de l'offre et de la demande, puis la marche des affaires devrait se stabiliser.

Pour les principales branches d'activité, la marche prévisible des affaires est la suivante :

- *alimentation, boissons, tabacs* : les perspectives à trois mois sont plutôt bonnes et l'on ne prévoit guère de changements au-delà;
- *arts graphiques* : l'offre et la demande baisseront quelque peu mais les entreprises prévoient une amélioration au-delà des trois premiers mois;
- *chimie* : l'offre et la demande seront faibles et la marche des affaires en baisse;
- *métallurgie* : les perspectives de demande et de production sont orientées à la baisse, surtout pour les trois premiers mois;
- *machines et appareils* : un léger mieux au-delà du premier trimestre;
- *horlogerie, bijouterie* : statu quo.

Tableau 7.1

Canton de Genève

Constructions exécutées de 1982 à 1986 et constructions projetées en 1987, par type de construction¹⁾, en millions de francs

	Educa- tion, sports	Santé, hygiène	Protec- tion environ- nement	Trans- ports, communi- cations	Energie	Défense	Autres Infra- struc- tures	Habi- tation	Agri- culture, sylvi- culture	Indus- trie, arti- sanat	Total
<u>Constructions exécutées</u>											
1982	133	45	37	133	15	17	1	759	7	408	1 555
1983	150	60	33	204	18	11	1	857	12	476	1 820
1984	152	55	23	272	15	9	2	886	14	440	1 866
1985	171	52	23	323	24	12	4	910	10	465	1 992
1986	214	55	30	326	32	8	4	931	6	560	2 165
<u>Construction projetées</u>											
1987	228	100	48	413	35	21	8	1 132	8	743	2 736

1) Sans les travaux d'entretien publics.

Tableau 7.2

Canton de Genève

Constructions exécutées de 1982 à 1986 et constructions projetées en 1987, par type de maître d'ouvrage¹⁾, en millions de francs

	Travaux publics				Travaux privés						Total
	Confé- déra- tion	Canton	Communes	Total	Ménages privés	Investis- seurs institu- tionnels	Sociétés Immobi- lières	Coopéra- tives de cons- truction	Autres entre- prises	Total	
<u>Constructions exécutées</u>											
1982	89	201	158	448	250	67	253	9	527	1 107	1 555
1983	131	239	227	597	251	59	270	6	636	1 223	1 820
1984	134	269	201	604	258	52	294	7	651	1 262	1 866
1985	116	317	211	643	283	40	269	17	741	1 349	1 992
1986	75	370	274	720	317	54	208	11	855	1 446	2 165
<u>Constructions projetées</u>											
1987	73	508	402	982	369	98	192	24	1 072	1 754	2 736

1) Sans les travaux d'entretien publics.

7. CONSTRUCTION

1987 Activité générale

Les résultats de l'enquête annuelle sur les dépenses de construction (1987/1988) de l'Office fédéral de la statistique pourraient seuls permettre d'apprécier l'activité de l'ensemble du secteur de la construction à Genève en 1987. Comme ils ne sont pas encore disponibles, on ne peut que se référer à l'enquête précédente (1986/1987) : sur la base de celle-ci on peut prévoir pour 1987 une augmentation des dépenses globales de construction en valeur nominale de l'ordre de 10,7 %, soit une croissance en valeur réelle de plus de 8 % en tenant compte d'une estimation du renchérissement du coût de la construction de plus de 2 %. Cette croissance relativement importante est confirmée par l'augmentation de 57,9 %, en 1987, des requêtes en autorisation de construire des logements (2 016 requêtes déposées en 1986 contre 3 183 en 1987). Cependant, on doit remarquer que la part prise par la réalisation de logements dans les dépenses de construction diminue sensiblement. Les montants destinés à la construction d'habitations représentaient 48,8 % des sommes investies dans des constructions réalisées en 1982 tandis que cette même catégorie ne représente plus que 43,0 % en 1986 et 41,4 % pour les constructions projetées en 1987.

Par rapport au type de maître d'ouvrage - et sans tenir compte des travaux d'entretien publics, qui se montent à 99 millions de francs en 1986 - on relèvera la diminution progressive des investissements privés, baisse compensée par l'augmentation des investissements publics. En 1982, les travaux privés représentaient 71,2 % des constructions exécutées (66,8 % en 1986) et les travaux publics 28,8 % (33,3 % en 1986). Cette tendance se confirme en ce qui concerne les constructions projetées en 1987 (64,1 % pour les travaux privés et 35,9 % pour les travaux publics). A noter que les investissements de la confédération, qui représentaient 22,2 % des investissements publics en 1984, n'en représentent plus que le 10,4 % en 1986.

1988 Voir page 35.

Tableau 7.3

Canton de Genève

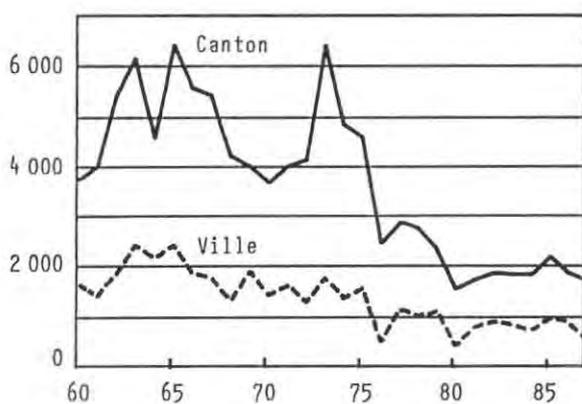
Construction de logements

	Requêtes	Autori- sations	Logements construits	Gain des transfor- mations	Logements démolis	Mouvement annuel		Situation au 31 décembre
						Changement d'affectation	Gain total	Logements existants
1982	1 824	1 177	1 835	33	- 319	- 5	1 544	175 121
1983	2 101	2 064	1 782	149	- 211	- 1	1 719	176 840
1984	2 370	2 518	1 787	163	- 266	-	1 684	178 524
1985	2 056	1 829	2 146	152	- 288	-	2 010	180 534
1986	2 016	1 581	1 813	202	- 325	-	1 690	182 224
1987	3 183	1 387	1 666	166	- 183	-	1 649	183 873

Graphique 7.a

Genève

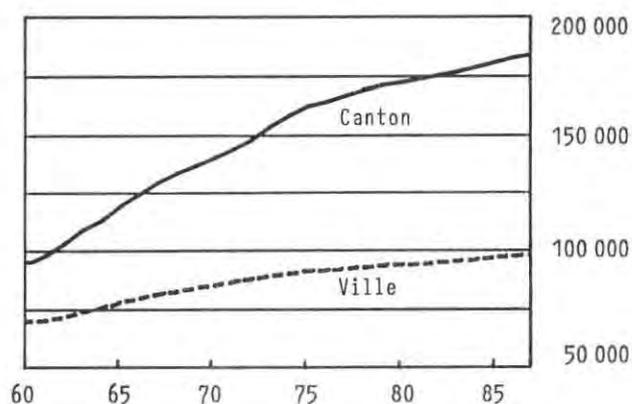
Logements construits, en ville et dans le canton



Graphique 7.b

Genève

Logements existants, en ville et dans le canton



Construction de logements

1987 Depuis 1981, le nombre de logements neufs mis chaque année sur le marché était stable, se situant à 1 700-1 800, avec une pointe de 2 100 en 1985. En 1987, on constate une baisse sensible puisque le nombre des logements construits est de 1 666 alors qu'en 1986 on en comptait 1 813. Cette diminution est encore plus marquée en ville de Genève (- 41,5 %) que dans l'ensemble du canton (- 8,1 %).

Compte tenu des démolitions et des transformations, le gain total de logements se monte à 1 649 pour 1987, soit un chiffre comparable à celui des cinq années antérieures (si l'on met à part 1985).

Si le nombre des autorisations est relativement bas (1 387 en 1987, contre 1 581 en 1986), celui des requêtes en autorisation de construire progresse fortement et passe à un niveau très supérieur à celui des années antérieures (3 183 en 1987, contre 1 800-2 400 dans les années 1982-1986).

1988 *Globalement, l'activité de la construction reste satisfaisante; néanmoins la situation dans le domaine particulièrement sensible du logement reste préoccupante. Malgré la stabilisation de l'augmentation annuelle de la population à environ 1 500 personnes, la demande de logements continuera d'être forte. Il ne faut pas s'attendre dans l'immédiat à une amélioration de la production de nouveaux logements vu l'évolution du nombre des autorisations de construire des logements. Toutefois, la très forte augmentation des requêtes déposées en 1987 laisse présager une amélioration de la situation à plus long terme.*

Tableau 8.1

Canton de Genève

Logements Inoccupés et locaux commerciaux vacants¹⁾

	Logements Inoccupés				Locaux commerciaux vacants (en m ²)				
	Vacants			Total Inoccupés	Bureaux	Arcades	Ateliers	Dépôts	Total
	Vides	Meublés	Non meublés						
1982	932	56	253	1 241	6 095	5 243	1 468	3 542	16 348
1983	*	*	*	*	*	*	*	*	*
1984	843	50	404	1 297	5 718	3 000	29	2 208	10 955
1985	959	34	353	1 346	7 528	2 524	1 587	1 874	13 513
1986	1 170	47	396	1 613	4 690	2 642	756	2 573	10 661
1987	1 034	38	410	1 482	9 916	2 167	436	1 197	13 847

1) En 1982, relevé au 1er décembre; pas de relevé en 1983; dès 1984 situation au 1er juin.

Tableau 8.2

Canton de Genève

Demandes de logement¹⁾ enregistrées durant l'année 1987, selon le revenu familial et le nombre de pièces désiré

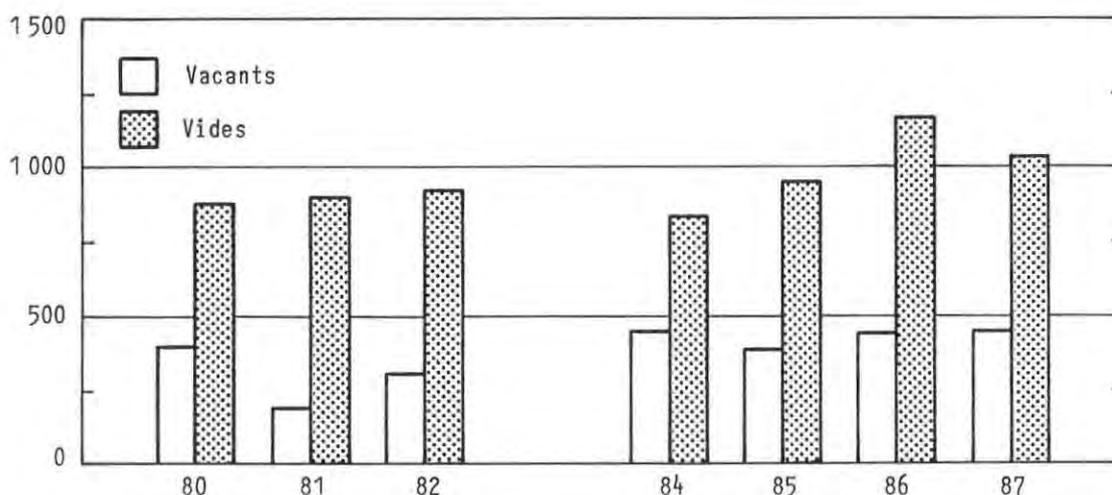
Nombre de pièces	Revenu familial (francs)				Total
	Moins de 25 000	25 000 à 50 000	50 000 et plus	Sans réponse	
1	28	22	-	9	59
2	245	276	16	128	665
3	603	1 355	257	376	2 591
4	239	1 036	798	304	2 377
5	50	481	423	159	1 113
6 et plus	5	73	99	33	210
Total	1 170	3 243	1 593	1 009	7 015

1) Etat, au 31 décembre 1987, du stock des demandes de logement enregistrées à l'office du logement social après épuraton totale du fichier au 1er janvier 1987.

Graphique 8

Canton de Genève

Logements Inoccupés



1) Relevé au 1er décembre jusqu'en 1982, au 1er juin depuis 1984 (pas de relevé en 1983).

8. LOGEMENTS INOCCUPES, DEMANDES DE LOGEMENT ET LOCAUX COMMERCIAUX VACANTS

1987 Logements inoccupés

Le nombre de logements inoccupés recensés dans les immeubles et villas du canton de Genève est passé de 1 613 au 1^{er} juin 1986 à 1 482 au 1^{er} juin 1987, soit une diminution de 8,1 %. Cette diminution est le résultat d'une baisse enregistrée dans deux catégories : logements vacants non meublés à vendre et logements meublés. On notera cependant l'augmentation de 33,5 % des logements vacants non meublés à louer, qui passent de 158 en 1986 à 211 en 1987, alors que durant le même intervalle les appartements non meublés à vendre ont baissé de 22,5 %, passant de 102 en 1986 à 79 en 1987.

Les 1 482 logements inoccupés en 1987 se répartissent de la manière suivante : 1 034 logements vides, 410 logements vacants non meublés, dont 211 appartements à louer, et 38 logements vacants meublés.

Compte tenu d'une augmentation nette de 1 649 logements du parc existant, le taux de vacance reste faible. Au 1^{er} juin 1987, le parc des logements existants s'élevait à 182 662 pour un nombre de logements vacants de 448, soit un taux de vacance de 0,25 % contre 0,24 % l'année précédente.

Demandes de logement (connues de l'office du logement social)

A la suite de l'introduction de nouvelles procédures informatisées pour la gestion des demandes de logement, il n'est malheureusement plus possible de suivre le mouvement des demandes sur la même base que les années précédentes. Les nouveaux chiffres provenant de cet office concernent les nouvelles demandes enregistrées durant l'année 1987 après épuration totale des demandes en attente le 1^{er} janvier 1987. Sur cette nouvelle base, il existait au 31 décembre 1987 7 015 demandes enregistrées. Il s'agit d'une estimation partielle qui reflète imparfaitement la situation genevoise. Il est toutefois intéressant de relever que 62,9 % des demandeurs annoncent un revenu familial imposable inférieur à 50 000 francs et que 70,8 % des demandeurs désirent un logement de 3 ou 4 pièces.

Locaux commerciaux vacants

La surface totale des locaux commerciaux vacants a augmenté, passant de 10 661 m² en 1986 à 13 847 m² en 1987. Cette augmentation de 29,9 % résulte principalement de la forte progression des surfaces de bureaux vacantes, qui ont augmenté de 111,4 %, alors que les surfaces d'ateliers, arcades et dépôts vacantes sont en diminution.

1988 Logements inoccupés

Compte tenu de l'évolution du mouvement de la construction, on ne doit pas s'attendre à une importante évolution des taux de vacance, qui resteront faibles.

Demandes de logement

Peu de changement à attendre : la demande, orientée à la hausse, continuera de progresser.

Locaux commerciaux vacants

Les éléments d'appréciation manquent, mais on peut s'attendre à une stabilisation après la forte progression des surfaces de bureaux vacantes constatée en 1987.

9. COMMERCE DE DETAIL

1987 A l'échelon national, la progression des chiffres d'affaires du commerce de détail est en retrait par rapport à 1985 et 1986, qui ont été de bonnes années. Les chiffres d'affaires enregistrés de novembre 1986 à octobre 1987 (dernières données disponibles) sont supérieurs de 2,0 % à ceux des 12 mois précédents, en valeur nominale et sur le plan général. La croissance est plus faible pour les produits alimentaires, les boissons, l'habillement et les textiles, les automobiles. On constate même une décroissance pour les tabacs, certains articles textiles (articles de blanc, tapis, mercerie, ...) et les chaussures. En revanche, l'augmentation est plus forte que la moyenne générale pour les meubles, les produits pharmaceutiques, l'horlogerie et la bijouterie, les livres et les articles de sport.

Il s'agit bien entendu de tendances moyennes, valables pour l'ensemble du pays, qui peuvent varier sensiblement d'une région à l'autre en fonction de leur situation économique propre.

A l'échelon cantonal, les données statistiques manquent et les informations d'ordre qualitatif ne dégagent que difficilement les éléments nécessaires à l'analyse. Pour les grandes entreprises de la distribution, les chiffres d'affaires réalisés dans le canton ont légèrement progressé par rapport à 1986, mais certains segments de la branche ont vu leurs ventes s'inscrire en retrait. Les secteurs les plus touchés sont le commerce de luxe et la bijouterie. Leur situation est imputable à la raréfaction d'une clientèle aisée et très portée à la dépense, provenant des Etats-Unis et du Moyen-Orient, affectée par la baisse du dollar et - pour la seconde - par la chute des prix des produits pétroliers intervenue en 1986. De plus, il semble que la clientèle locale se tourne plus vers les dépenses de loisirs et vacances au détriment de l'habillement, notamment.

Par ailleurs, les commerçants du Centre-ville imputent la moindre progression ou le recul de leurs ventes aux grands travaux effectués dans les Rues-Basses, ainsi qu'aux difficultés grandissantes qu'éprouve leur clientèle à accéder aux rues commerçantes. Si le premier facteur est ponctuel et limité dans le temps, le second s'inscrit dans un contexte politique plus vaste et plus épineux.

1988 A l'échelon national, la demande intérieure restera sans doute l'un des principaux soutiens de la conjoncture et le commerce de détail devrait continuer de bénéficier de cette orientation.

A l'échelon cantonal, les commerçants s'attendent à une stabilisation des ventes au niveau de 1987 ou à une légère croissance, dans le meilleur des cas.

Aucune donnée statistique d'intérêt conjoncturel n'étant disponible pour Genève, l'analyse est basée sur des chiffres nationaux et des informations locales qualitatives.

10. BANQUES

1987 En dépit des événements qui ont agité, au cours du dernier trimestre, la bourse et les marchés des changes internationaux, la marche des affaires du secteur bancaire a été très favorable en 1987 et les résultats devraient être proches des chiffres records de l'an précédent.

Les affaires de crédit se sont en général bien développées, mais avec un rétrécissement des marges d'intérêts. Cette évolution devrait se poursuivre en 1988, étant donné que la mobilisation de capitaux propres par l'intermédiaire de la bourse est devenue moins intéressante et moins aisée pour nombre d'entreprises et que, de ce fait, le crédit traditionnel devrait connaître une "nouvelle jeunesse".

L'environnement international dans lequel la place financière suisse doit tenir son rang est marqué par une concurrence accrue et par un resserrement des marges; pour cette raison, le secteur bancaire recommande fréquemment aux autorités d'éliminer les obstacles inhérents au système, en allégeant la charge fiscale qui pèse sur la clientèle des banques, notamment la clientèle étrangère.

L'introduction, en 1987, du Swiss Interbank Clearing (SIC) a marqué une étape, en ce sens qu'elle permet aux établissements bancaires de gérer plus efficacement leur trésorerie.

Dans le domaine boursier, la fin abrupte d'une hausse quasi ininterrompue de cinq ans a mis les marchés à rude épreuve. La chute des cours a non seulement entraîné des moins-values dans les portefeuilles-titres de la clientèle des banques, mais a également obligé ces dernières à procéder à certains amortissements sur leurs positions en papiers-valeurs.

Dans le secteur des changes enfin, les transactions ont été généralement moins fébriles que l'an dernier, mais le volume des affaires est demeuré important. Dans un marché dominé par la faiblesse de la devise américaine, le franc suisse est demeuré une monnaie forte.

1988 *L'effondrement boursier, et plus encore la faiblesse persistante du dollar ont modifié l'environnement économique et accentué les incertitudes quant aux perspectives de l'économie. Les banques s'attendent à une poursuite de leurs affaires à un rythme ralenti par rapport à celui des années précédentes, tout en prévoyant encore des résultats favorables.*

Aucune donnée statistique d'intérêt conjoncturel n'étant disponible pour Genève, l'analyse est basée sur des chiffres nationaux et des informations locales qualitatives.

Tableau II

Canton de Genève

Voitures de tourisme

	Voitures de tourisme neuves mises en circulation		Effectif des voitures de tourisme en circulation en fin de période	
	Total	Variation annuelle en %	Nombre	Variation annuelle en %
1982	22 198	+ 1,7	162 997	+ 3,7
1983	21 986	- 1,0	168 943	+ 3,6
1984	20 928	- 4,8	173 878	+ 2,9
1985	20 972	+ 4,2	178 157	+ 2,5
1986	21 594	+ 3,0	185 266	+ 4,0

Voitures de tourisme neuves mises en circulation

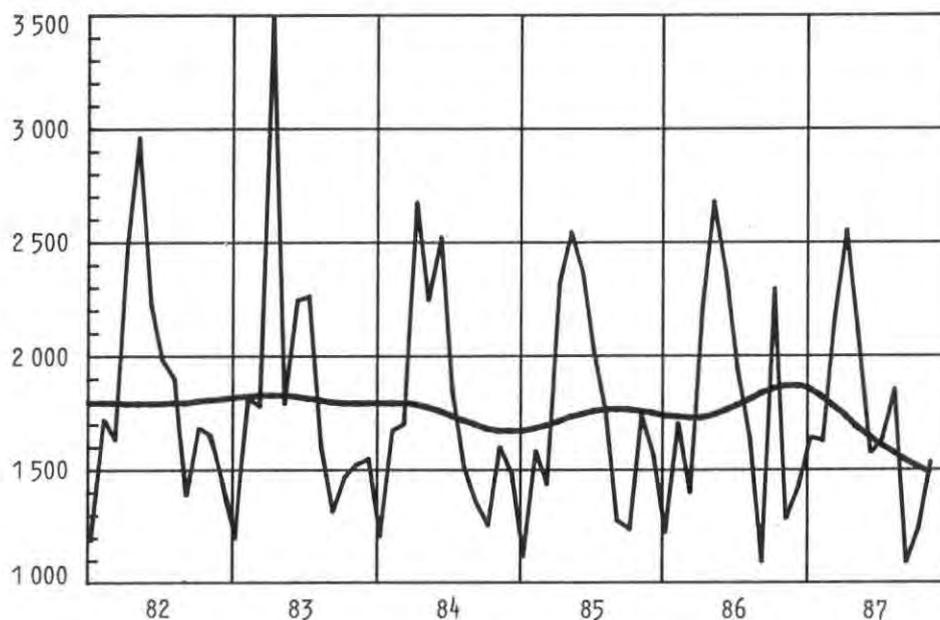
	Ensemble des pays fabricants			dont		
	Total	Variation annuelle en %	RFA	France	Italie	Japon
<u>Janvier-octobre</u>						
1984	18 342	- 4,7	7 543	2 392	3 150	4 453
1985	18 207	- 0,7	7 242	2 784	2 745	4 498
1986	18 538	+ 1,8	7 485	2 695	2 782	4 687
1987	17 326	- 6,5	6 150	2 505	2 679	4 980

Graphique II

Voitures neuves mises en circulation

Canton de Genève

Chiffres mensuels



11. VOITURES DE TOURISME

1987 A fin octobre 1987, 190 000 voitures de tourisme étaient immatriculées dans le canton de Genève. Par rapport à 1986, où l'effectif atteignait près de 187 000 unités, on enregistre une progression annuelle de 1,7 %. Avec 527 voitures pour mille habitants, le canton de Genève se situe nettement au-delà de la moyenne suisse.

En 1987, 17 326 voitures de tourisme neuves ont été mises en circulation durant les mois de janvier à octobre. Le recul de 6,5 % enregistré par rapport à la période correspondante de 1986 ne surprend guère puisque, rappelons-le, plus d'un consommateur s'était empressé d'acquérir un véhicule neuf avant le renforcement des réglementations anti-pollution en automne 1986.

Selon une classification par pays d'origine, l'évolution 1986-1987 se caractérise par une forte diminution de la mise en circulation de nouvelles voitures de tourisme européennes (- 17,8 % pour les voitures allemandes, - 7,1 % pour les françaises et - 3,7 % pour les italiennes) et une importante progression des voitures japonaises (+ 6,3 %). En termes de parts de marché, l'Allemagne conserve la tête (35,5 %), bien que cédant près de 5 % à ses concurrents. Elle est suivie du Japon qui, avec 28,7 % du marché en 1987, renforce sa présence (+ 2,4 points). L'Italie enregistre un léger plus, alors que la France maintient sa position; leurs parts respectives sont de 15,5 % et 14,5 %.

1988 *On ne dispose pas d'informations permettant d'établir une prévision pour l'année 1988.*

Tableau 12

Canton de Genève

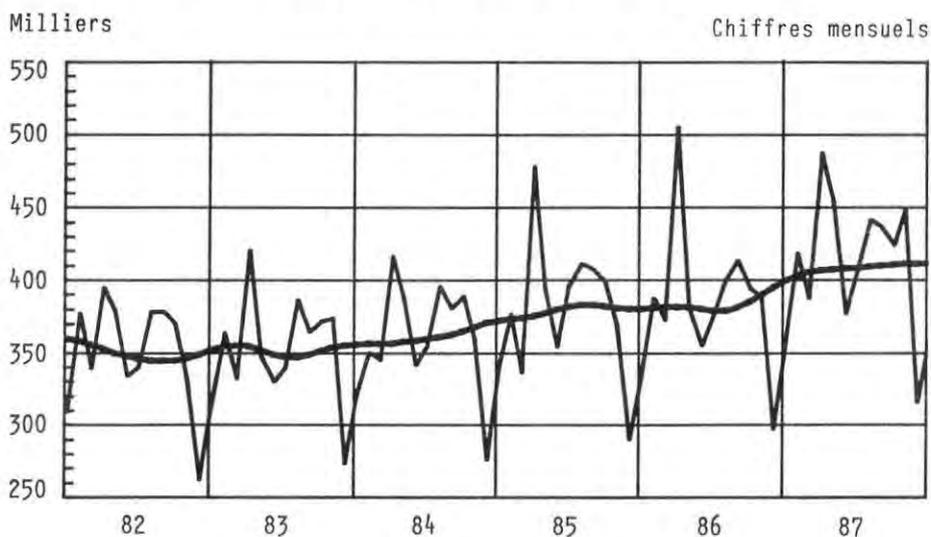
Trafic commercial à l'aéroport de Cointrin

	Trafic passagers		Poste et fret	dont fret local	Variation par rapport à la période précédente				
	Total	dont local			Trafic passagers		Poste et fret	dont fret local	%
					Total	dont local			
	Nombre		Tonnes						
1982	4 707 218	4 179 577	67 059	32 563	- 0,7	+ 0,0	+ 0,5	- 0,4	
1983	4 747 382	4 206 803	75 453	36 441	+ 0,9	+ 0,7	+ 12,5	+ 11,9	
1984	4 911 547	4 315 315	87 228	43 832	+ 3,5	+ 2,6	+ 15,6	+ 20,3	
1985	5 150 596	4 526 445	89 400	46 315	+ 4,9	+ 4,9	+ 2,5	+ 5,7	
1986	5 175 894	4 604 259	86 008	45 182	+ 0,5	+ 1,7	- 3,8	- 2,5	
1987	5 553 934	4 939 704	92 110	47 918	+ 7,3	+ 7,3	+ 7,1	+ 6,1	

Graphique 12.a

Canton de Genève

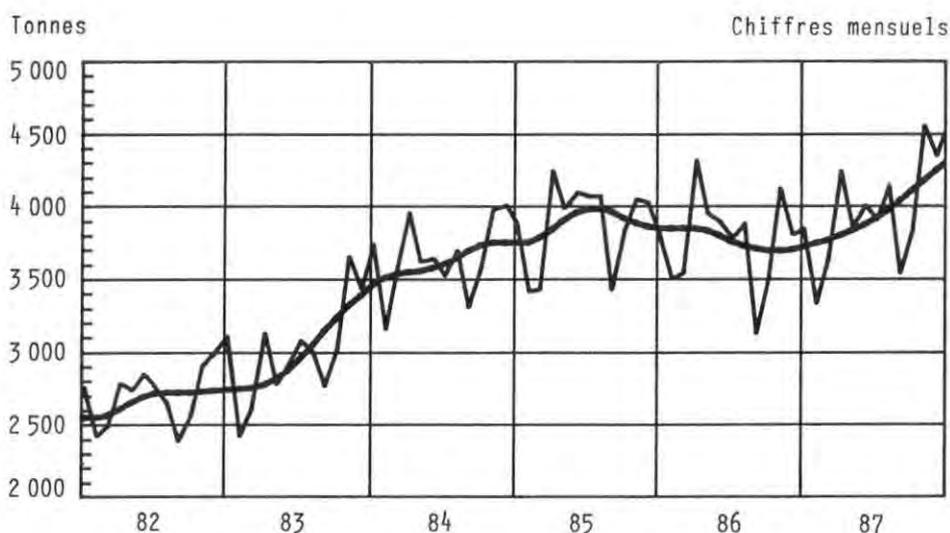
Passagers du trafic commercial local à l'aéroport de Cointrin



Graphique 12.b

Canton de Genève

Fret local à l'aéroport de Cointrin



12. TRAFIC AERIEN

1987 Une excellente année

Après une année 1986 maussade, 1987 apporte les prémices d'heureux développements : cette année, le nombre total de passagers du trafic commercial a franchi la barre de 5,5 millions. En 1980, ce chiffre était de 4,5 millions; ainsi, en sept ans, la progression a été d'un million de passagers. Ces résultats prouvent la vitalité des installations aéroportuaires, lesquelles ont encore été renforcées, depuis l'été 1987, par l'ouverture de la gare CFF, sise à proximité des bâtiments de Cointrin.

Le trafic de ligne : le moteur de l'expansion

En une année, l'accroissement du nombre de passagers des vols commerciaux a été de 378 039 (+ 7,3 % par rapport à 1986); les neuf dixièmes de cette augmentation proviennent du trafic de ligne qui, avec 4 998 332 voyageurs, réalise une croissance annuelle de 7,4 %. Le nombre de mouvements d'avions correspondant (74 376) s'est accru, lui, de 5,6 %. Ainsi, le nombre de personnes croît proportionnellement plus vite que le nombre de mouvements d'avions. On peut penser que ce différentiel correspond à une amélioration du coefficient de remplissage des aéronefs.

Que font les compagnies suisses ?

Avec 2 691 663 passagers en 1987, les compagnies suisses participent pour 48 % au trafic commercial enregistré à Cointrin. L'expansion du trafic, entre 1986 et 1987, bénéficie beaucoup moins aux compagnies suisses (+ 1,4 % de passagers) qu'aux étrangères (+ 13,5 %). Plus frappant encore : si l'on compare l'expansion du trafic de 1980 à 1987, on constate que le nombre de passagers des transporteurs nationaux n'a pas varié alors que les transporteurs étrangers réalisent un taux de croissance de 55 %.

En ce qui concerne les mouvements d'avions du seul trafic de ligne, on enregistre même une baisse de l'offre nationale en sept ans (- 3,1 %), contre une augmentation de 40,1 % de celle des compagnies étrangères.

Les vols non réguliers

Les installations de l'aéroport sont très utilisées par des avions travaillant à la demande (charters, taxis, privés). Sur un total de 134 256 mouvements d'avions enregistrés en 1987, 56 % ressortent au trafic de ligne, le reste échoit à raison de 5 % aux vols charters, 6 % aux vols taxis et 33 % au vols privés. L'importance de cette aviation privée manifeste bien la double vocation de Cointrin, à la fois aéroport international et régional.

Fret

Pendant deux ans (1985-86), le tonnage du fret local a stagné, voire diminué au terme de l'année 1986. En 1987, les résultats s'inscrivent en hausse de 6,1 % pour un total de 47 918 tonnes de fret local (sans le transit). Le fret postal représente, pour sa part, 9 152 tonnes, soit + 2,9 % par rapport à 1986.

1988 *On ne dispose pas d'informations permettant d'établir une prévision pour l'année 1988.*

Tableau 13

Canton de Genève

Mouvement hôtelier à Genève

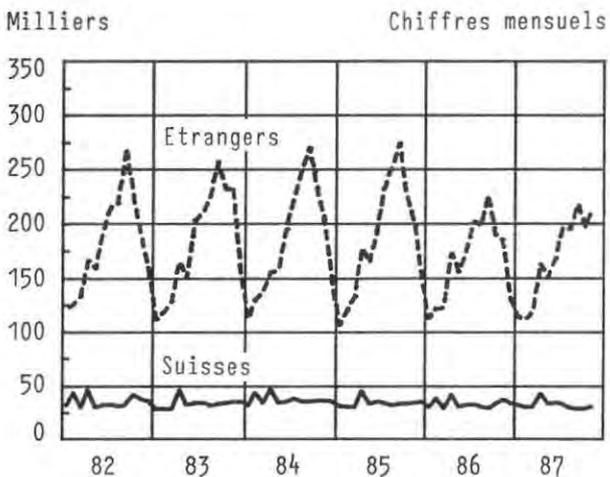
	Hôtes de		Total	Variation par rapport à la période précédente			Lits disponibles	Taux d'occupation
	Suisse	l'étranger		Hôtes de Suisse	Hôtes de l'étranger	Total		
	Milliers			%				
1982	411,6	2 155,1	2 566,7	+ 9,5	+ 2,4	+ 3,5	13 612	51,7
1983	399,0	2 178,3	2 577,3	- 3,1	+ 1,1	+ 0,4	13 278	53,2
1984	435,0	2 196,5	2 631,6	+ 9,0	+ 0,8	+ 2,1	13 156	54,6
1985	398,3	2 228,3	2 626,6	- 8,4	+ 1,4	- 0,2	13 321	54,0
1986	391,9	1 977,9	2 369,8	- 1,6	- 11,2	- 9,8	13 333	48,7
Janvier-octobre								
1984	370,8	1 945,6	2 316,4	+ 11,2	+ 1,6	+ 3,0	13 188	57,6
1985	334,7	1 967,3	2 302,0	- 9,9	+ 1,1	- 0,6	13 331	56,8
1986	328,9	1 735,6	2 064,5	- 1,7	- 11,8	- 10,3	13 324	51,0
1987 P	314,6	1 724,7	2 039,3	- 4,3	- 0,6	- 1,2	13 323	50,4

p Les chiffres de l'année en cours sont provisoires.

Graphique 13.a

Canton de Genève

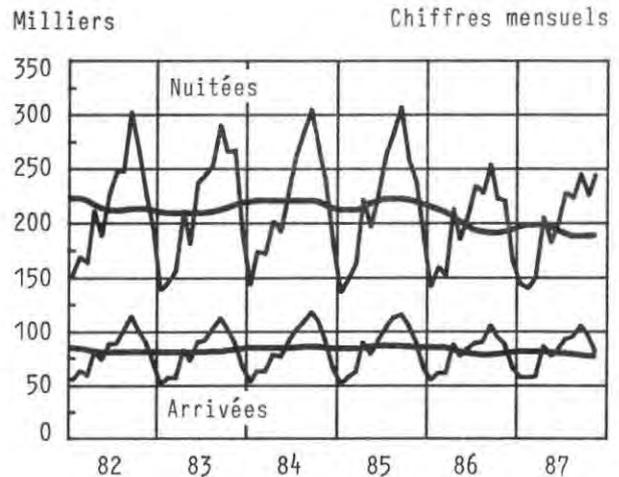
Nuitées enregistrées dans les hôtels genevois selon la provenance des hôtes



Graphique 13.b

Canton de Genève

Arrivées et nuitées dans les hôtels genevois



13. HOTELLERIE

1987 A l'image de 1986, l'année 1987 fut une petite année pour l'hôtellerie du canton de Genève. Avec une légère baisse des nuitées qui oscillera entre - 1,0 % et - 1,5 % par rapport à l'année précédente (les derniers résultats ne sont pas encore connus), 1987 se situe au plus bas niveau de ces sept dernières années, mais n'atteint toutefois pas les seuils enregistrés lors des deux grandes crises pétrolières.

Sur le plan touristique, les événements marquants de 1987 furent, en dehors des manifestations annuelles, en mai, le premier salon du livre et, en octobre, Télécom (organisé à Genève tous les quatre ans). Il faut, de plus, signaler la mise en service du nouveau tronçon ferroviaire Cornavin-Cointrin.

On a relevé dans les hôtels du canton, durant les dix premiers mois de l'année, 828 743 arrivées dont 741 966 en provenance de l'étranger (soit respectivement - 0,6 % et - 0,1 % par rapport à 1986), alors que pour la même période, l'aéroport enregistrait une hausse de 7,9 % du nombre de ses passagers (lignes régulières et vols charters confondus).

De janvier à octobre 1987, on enregistre 2,039 millions de nuitées dans le canton, soit un recul de 1,2 % par rapport à la même période de 1986. Sur le plan suisse on relève une légère progression de 0,3 %. A Genève, le taux d'occupation des 13 323 lits disponibles se fixe à 50,4 % contre 51,0 % en 1986 (durant les dix premiers mois de l'année, ce taux a varié entre 33,7 %, en janvier, et 59,7 %, en août).

De janvier à octobre, la demande étrangère globale reste à peu près stable (- 0,6 %); on note cependant de grands écarts selon la nationalité des hôtes. Après la chute - déjà largement commentée - de la clientèle des Etats-Unis en 1986, on constate un redressement des nuitées en 1987 (242 841 nuitées pour la période janvier-octobre, soit + 8,3 % par rapport à l'année antérieure); en revanche, le reste du continent américain enregistre une baisse de 9,6 % pour la même période. Les Japonais (149 942 nuitées, soit + 5,1 % par rapport à janvier-octobre 1986) s'approchent du record de 1983; ce n'est pas le cas du reste du continent asiatique, puisque l'on constate une baisse de 12,3 % par rapport à 1986 (- 21,7 % par rapport à la moyenne des cinq années précédentes). La fréquentation de Genève par les ressortissants des pays européens (819 758 nuitées, sans la demande indigène) est l'une des plus basses des vingt dernières années (seules 1976, 1978 et 1979 ont, pour les dix premiers mois de l'année, connu des résultats plus faibles). Les principaux hôtes européens, soit les Français, les Britanniques, les Italiens et les Allemands, totalisent un nombre de nuitées respectivement de 6,8 %, 2,1 %, 5,9 % et 6,8 % inférieur à leur moyenne des cinq années précédentes.

Alors que dans l'ensemble de la Suisse on enregistre de janvier à octobre 12,94 millions de nuitées revenant à la clientèle indigène - ce qui constitue le meilleur résultat jamais réalisé dans l'histoire de la statistique suisse du tourisme - , à Genève on constate, avec 314,6 milliers de nuitées, une baisse de 4,3 % de cette clientèle (résultat inférieur de 8,4 % à la moyenne 1982-1986).

1988 *Peu de changements sont à prévoir pour 1988. La crise boursière et surtout la baisse du dollar ne vont pas inciter certains touristes à passer leurs vacances en Europe.*

L'Office national suisse du tourisme (ONST) axe sa campagne 1988 vers les régions de montagne; le slogan de cette année sera : "Pour vos vacances - ayez de la Suisse dans vos idées". A Genève, on note, dans les manifestations non annuelles les plus importantes, le Salon des véhicules utilitaires, en janvier, et l'exposition des fournisseurs de l'industrie automobile, en mai. De plus, fort de son succès de 1987, le Salon du livre aura lieu durant le mois de mai pour la deuxième fois.

Tableau 14.1

Canton de Genève

Emplois dans le secteur International

Situation en avril

	Organisations gouvernementales ¹⁾			Missions permanentes	Organisations non gouvernementales ²⁾
	Fonctionnaires	Autres personnes	Total		
1982	11 844	3 145	14 989	2 529	2 557 ³⁾
1983	11 800	2 964	14 764	2 734	2 544
1984	11 779	3 272	15 051	2 887	2 729
1985	11 918	3 258	15 176	2 857	2 749
1986	11 996	3 430	15 426	3 044 r	2 952
1987	12 022	3 606	15 628	3 099 e	2 736

r chiffre rectifié.

e chiffre estimé.

Tableau 14.2

Canton de Genève

Réunions Internationales

	Organisations gouvernementales ¹⁾						Organisations non gouvernementales ²⁾		
	Total			dont organisations du système des Nations Unies					
	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts
1981	1 142	12 464	55 735	1 006	12 055	52 546	524	1 815	9 297
1982	1 217	12 058	59 415	1 116	11 721	53 282	510	1 935	9 917
1983	1 194	12 676	65 380	1 087	12 240	56 626	486	2 160	9 562
1984	1 194	12 535	69 701	1 055	11 847	55 304	479	2 086	10 225
1985	1 275	13 624	71 440	1 128	13 080	58 701	586	2 531	10 948
1986	1 238	11 431	72 677	1 066	10 658	54 231	546	2 487	14 070

1) Les 15 organisations gouvernementales : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF et UPOV (Union internationale pour la protection des obtentions végétales).

2) Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM (Fédération luthérienne mondiale), Fondation de l'Ecole Internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI.

3) Pour l'ensemble des 87 organisations dénombrées en septembre 1982, les emplois s'élevaient à 3 152.

14. SECTEUR INTERNATIONAL

1987 Emplois

En avril 1987, le nombre d'emplois recensés dans le **secteur international**¹⁾ se fixe à 21 463, progressant très faiblement par rapport à l'année précédente (+ 0,2 %). Cette quasi-stabilité fait suite à une période d'augmentation modérée : + 6,9 % en 5 ans, soit une hausse annuelle moyenne de 1,3 %.

Entre avril 1986 et avril 1987, les effectifs occupés par les 15 **organisations internationales gouvernementales (OIG)** passent de 15 426 à 15 628 (+ 202 personnes, soit + 1,3 %); ils augmentent dans 6 de ces organisations et diminuent dans les 9 autres. Au cours des cinq années précédentes, ces effectifs avaient progressé de 2,5 %, soit 0,5 % par an en moyenne.

Le nombre de fonctionnaires d'origine suisse reste orienté à la baisse (- 3,1 % en un an) et leur proportion se fixe à 13,1 % en avril 1987 (16,6 % en avril 1979). Pour la cinquième année consécutive, l'effectif des fonctionnaires internationaux résidant dans le canton diminue (- 2,4 % en un an), alors qu'augmente le nombre de ceux qui résident en France (+ 3,2 %) et dans le canton de Vaud (+ 3,9 %). En avril 1987, 52,6 % des fonctionnaires internationaux habitent dans le canton, 39,5 en France et 7,9 dans le Pays de Vaud; en 1978, ces proportions se montaient respectivement à 65,1 %, 30,6 % et 4,3 %.

L'effectif des personnes occupées par les **missions permanentes** est estimé à 3 099 en avril 1987. Au cours des six dernières années, il a augmenté de 25,2 %, soit 3,8 % par an en moyenne.

Les emplois des 10 **principales organisations internationales non gouvernementales (OING)**, lesquelles rassemblent les 4/5 des effectifs occupés par ce type d'organisation, se replient de 7,3 % entre avril 1986 et avril 1987, après trois années de hausse consécutives. Ils augmentent dans 2 OING et diminuent dans les 8 autres. Le recul des effectifs touche presque également les employés d'origine suisse et les étrangers; en 1987, la proportion des premiers s'établit à 45,7 %, celle des seconds à 54,3 %.

Décomposée selon le lieu de résidence, l'évolution est par contre plus contrastée : les personnes occupées habitant dans le canton diminuent en nombre (- 4,6 % en un an) et en proportion (71,1 % en avril 1987), alors que le nombre de résidents vaudois progresse (+ 4,0 % en un an; 16,9 % de l'ensemble en avril 1987) et que l'effectif des résidents français reste stable (12,0 % de l'ensemble en 1987). En 1978, 78,7 % des personnes occupées dans les OING habitaient Genève, 10,7 % dans le canton de Vaud et 10,6 en France.

1986 Réunions internationales

Après le sommet atteint en 1985, le nombre de réunions et conférences internationales convoquées par les 15 OIG se replie légèrement en 1986 (- 2,9 %); le recul est très net pour le nombre de séances tenues (- 16,1 %), alors que l'effectif des délégués et experts y participant, lui, progresse (+ 1,7 %).

1) Défini ici comme l'ensemble formé par les organisations internationales gouvernementales, les missions permanentes et les dix principales organisations internationales non gouvernementales.

Tableau 14.3

Canton de Genève

Dépenses des organisations Internationales gouvernementales¹⁾ (milliers de F)

	Dépenses courantes			Dépenses d'Investissements			
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
1981	1 049 729	353 435	1 403 164	141 445	43 547	184 992	1 588 156
1982	1 100 387	370 099	1 470 486	126 407	63 912	190 319	1 660 805
1983	1 195 717	416 114	1 611 831	135 450	83 900	219 350	1 831 181
1984	1 233 139	417 600	1 650 739	145 432	84 745	230 177	1 880 916
1985	1 281 451	473 789	1 756 240	181 972	89 081	271 053	2 026 293
1986	1 280 109	439 317	1 719 426	221 531	60 707	282 238	2 001 664

Tableau 14.4

Canton de Genève

Dépenses des organisations Internationales non gouvernementales²⁾ (milliers de F)

	Dépenses courantes			Dépenses d'Investissements			
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
1981	151 180	77 377	228 557	5 575	5 902	11 477	240 034
1982	164 823	80 938	245 761	6 070	4 488	10 558	256 319
1983	179 876	84 074	263 950	7 788	2 514	10 302	274 252
1984	189 450	95 448	284 898	8 694	1 889	10 583	295 481
1985	201 077	90 986	292 063	37 857	2 800	40 657	332 720
1986	211 006	86 024	297 030	11 119	16 217	27 336	324 366

1) Les 15 organisations gouvernementales : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF et UPOV (Union internationale pour la protection des obtentions végétales).

2) Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM (Fédération luthérienne mondiale), Fondation de l'Ecole Internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI.

Pour les 10 principales OING, l'évolution enregistrée entre 1985 et 1986 est du même type : baisse de 6,8 % du nombre de conférences, de 1,7 % du nombre de séances, mais hausse de 28,5 % des effectifs des délégués et experts, cette dernière étant la plus forte enregistrée depuis 1978 (première année pour laquelle on dispose de deux chiffres successifs).

1986 Dépenses

En 1986, le montant global des dépenses des 25 organisations internationales couvertes par l'enquête annuelle du SCS s'élève à 2,326 milliards de francs. Il enregistre une baisse nominale de 1,4 %, la première depuis le début des années quatre-vingt. En termes réels (déduction faite de la hausse des prix), ce repli se fixe à 3,0 %. Au cours des cinq années précédentes, ces dépenses ont progressé - en moyenne annuelle - de 6,8 % en valeur nominale et de 2,3 % en termes réels.

Le montant total des dépenses engagées par les sièges et les offices des 15 OIG établies à Genève régresse de 1,2 % (2,8 % en termes réels). Les dépenses sont en baisse pour 7 de ces OIG, en hausse pour 7 autres et stables pour l'une d'entre elles. Le recul des dépenses par rapport à 1985 touche surtout les dépenses courantes (- 2,1 %), plus précisément celles qui sont destinées à acquérir des biens et services (- 7,3 %), alors que le coût salarial total reste presque stable (- 0,1 %). En revanche, les dépenses d'investissements, considérées globalement, augmentent de 4,1 %, ce qui traduit une hausse de 21,7 % des achats de biens d'équipement et une baisse de 31,9 % des dépenses de construction, lesquelles s'étaient maintenues à un niveau élevé durant les années 1983 à 1985. La structure des dépenses reste cependant relativement stable; en 1986, le coût salarial représente 64,0 % du total, les dépenses courantes en biens et services 21,9 % et les dépenses d'investissements 14,1 %. Comme les années précédentes, la part du CERN est prépondérante dans les dépenses d'investissements; elle représente 95,4 % du total. Parmi les 2,002 milliards de francs dépensés en tout par les OIG en 1986, 1,102 milliard revient à la Suisse (- 4,4 % en un an).

En 1986, le montant total des dépenses engagées par les 10 principales OING s'élève à 324 millions de francs, soit 2,5 % de moins que l'année précédente en valeur nominale (4,1 % en termes réels). Ce recul est dû entièrement à la baisse des dépenses d'investissements, plus précisément des dépenses en biens d'équipement; ces dernières avaient atteint en 1985 un sommet provoqué par les dépenses d'une seule des 10 principales OING. Malgré cette diminution globale des dépenses d'investissements, les dépenses de construction, partie intégrante de celles-là, atteignent, elles, leur sommet en 1986. Ces dépenses-ci sont engagées par 4 des 10 OING participant à l'enquête. Le montant total des dépenses courantes progresse de 1,7 % en un an; en termes réels, il reste stable. Au cours des cinq années précédentes, les dépenses totales ont progressé de 8,4 % en moyenne annuelle (3,8 % en termes réels). En 1986, le montant des dépenses se répartit à raison de 65,1 % pour le coût salarial, 26,5 % pour les dépenses courantes en biens et services et 8,4 % pour les dépenses d'investissements.

87-88 *Les perspectives annoncées en avril dernier par les OIG font état d'une stabilisation des effectifs. Les dépenses engagées, ainsi que le nombre de réunions internationales, devraient s'inscrire entre la stabilité et une très légère progression.*

Tableau 15.1

Canton de Genève

Commerce extérieur du canton de Genève¹⁾, en poids et en valeur

	Importations			Exportations			Balance commerciale	Taux de couverture
	Valeur			Valeur				
	1 000 tonnes	Mio F ²⁾	F/Tonne	1 000 tonnes	Mio F ²⁾	F/Tonne		
1982	1 302	4 733	3 635	85	4 499	52 689	- 234	95
1983	1 447	4 795	3 313	150	4 549	30 428	- 245	95
1984	1 499	5 848	3 902	234	5 631	24 031	- 217	96
1985	1 800	5 339	2 966	208	5 443	26 160	+ 104	102
1986	2 765	5 409	1 956	151	5 206	34 376	- 203	96
1987	2 584	5 506	2 130	139	5 328	38 281	- 178	97

Tableau 15.2

Canton de Genève

Commerce extérieur du canton de Genève¹⁾, par région, en 1987

	Importations			Exportations		
	Valeur			Valeur		
	1 000 tonnes	Mio F ²⁾	Variations en %	1 000 tonnes	Mio F ²⁾	Variations en %
Europe	2 516	3 665	- 0,5	124	2 540	1,4
dont France	1 856	1 490	1,4	39	589	- 7,0
dont Italie	133	675	2,0	20	403	4,5
dont R.F.A	92	383	- 1,9	42	392	- 1,9
Afrique	13	56	1,0	2	70	- 28,9
Asie	39	941	4,6	6	1 630	11,9
dont Japon	25	348	- 5,9	1	237	34,1
Amérique	16	838	9,3	7	1 054	- 5,2
dont Etats-Unis	8	557	- 2,5	5	810	- 7,1
Océanie	0	5	45,9	0	34	- 4,1
Total	2 584	5 506	1,8	139	5 328	2,3

1) Le commerce extérieur du canton est défini par rapport à l'étranger. Les échanges entre cantons sont donc exclus.

2) Les différences dues aux chiffres arrondis ne sont pas rectifiées.

15. COMMERCE EXTERIEUR AVEC L'ETRANGER

1987 En 1987, le canton de Genève a importé 2 584 milliers de tonnes de marchandises pour une valeur de 5,5 milliards de francs. Il en a exporté 139 milliers de tonnes pour une valeur de 5,3 milliards de francs. A titre de comparaison, les importations de la Suisse se sont élevées à 75,2 milliards de francs et les exportations à 67,5 milliards de francs.

La hausse des importations s'accroît légèrement, passant de 1,3 % en 1986 à 1,8 % en 1987. En revanche, la tendance s'inverse pour les exportations qui retrouvent une croissance de 2,3 % après deux années de baisse successives : - 3,3 % en 1985, - 4,3 % en 1986.

Comme d'habitude, il convient de nuancer ces résultats globaux. Si l'on ne tient pas compte du commerce de pierres gemmes et métaux précieux, qui met en jeu des sommes considérables, tout en étant relativement indépendant de l'activité économique générale, l'augmentation des importations se chiffre à 1,5 % et celle des exportations à 1,0 %.

Importations

On observe une croissance des achats de toutes les catégories de biens à l'exception des produits énergétiques. Les importations de matières premières et demi-produits (1 867 millions de francs) augmentent de 3,4 % (après deux années de baisse), celles de biens d'équipement (574 millions de francs) croissent fortement (+ 8,6 %), tandis que les achats de biens de consommation (2 818 millions de francs) augmentent globalement de 2,6 % et même de 3,9 % pour les biens durables. La valeur des importations de produits énergétiques (247 millions de francs) se réduit d'un quart (- 24,6 %). Les quantités ont baissé, passant de 1 032 milliers de tonnes en 1986 à 902 milliers de tonnes en 1987, mais sont encore de plus de 80 % supérieures à celles de 1985.

Exportations

La croissance de 2,3 % en valeur des exportations du canton en 1987 (de 1,0 % si l'on exclut les métaux précieux et les gemmes) recouvre des évolutions diverses selon les groupes de marchandises. Les exportations d'horlogerie (1 508 millions de francs) connaissent une croissance de 5,9 % (+ 5,2 % en 1986). Celles des produits chimiques (905 millions de francs) augmentent de 6,8 % (+ 1,9 % en 1986). Les exportations de bijouterie, articles en métaux précieux (797 millions de francs) sont à nouveau sur une pente ascendante (+ 3,0 %) après deux années de très forte baisse (- 19,8 % en 1985; - 25,3 % en 1986). L'élan est coupé pour les exportations de machines (635 millions de francs), en baisse de 8,0 % après leur forte expansion en 1986 (+ 11,6 %). Enfin, les métaux et ouvrages en métaux (101 millions de francs d'exportations) voient leurs résultats poursuivre la baisse de 1986 (- 10,3 %) avec un nouveau recul de - 6,2 %.

1988 *On ne dispose pas d'éléments permettant une prévision de l'évolution du commerce extérieur du canton. A l'échelon national, les diverses prévisions disponibles présentent de fortes divergences. Pour les importations, elles se situent entre 2,1 % et 3,6 %. Pour les exportations, les divergences sont plus importantes. La Commission des questions conjoncturelles prévoit une stagnation (+ 0,2 %); à l'autre extrême, le BAK, groupe de recherche conjoncturel bâlois, table sur une croissance de 3,6 %.*

N.B. : les chiffres de ces prévisions portent sur les biens mais aussi sur les services.

Tableau 16.1 Canton de Genève

Salaire versés par les entreprises du canton¹⁾

	1000 F	Variation en % par rapport à la période précédente
1981	6 421 309	+ 8,7
1982	7 094 363	+ 10,5
1983	7 730 114	+ 9,0
1984	8 268 250	+ 7,0
1985	8 906 386	+ 7,7
1986	9 465 023	+ 6,3
1er-3e trimestre		
1983	5 611 669	+ 8,7
1984	5 975 904	+ 6,5
1985	6 378 995	+ 6,7
1986	6 725 099	+ 5,4
1987	7 269 310	+ 8,1

1) Résultats de l'enquête trimestrielle auprès des administrations publiques, des grandes entreprises et des principales caisses de compensation du canton; organisations internationales gouvernementales non comprises.

Tableau 16.2 Arrond. de Genève¹⁾

Mouvement de fonds total des CCP

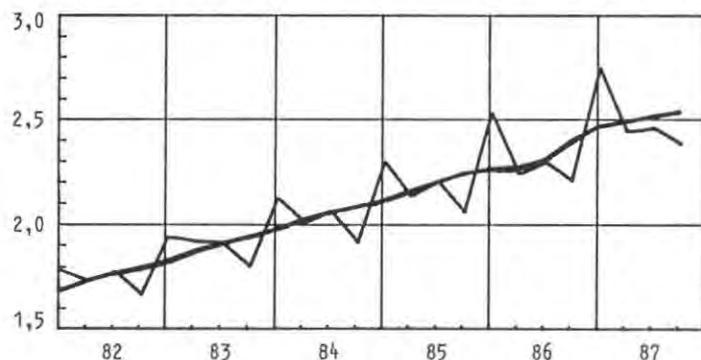
	Mio F	Variation en % par rapport à la période précédente
1981	64 845,3	+ 9,4
1982	70 101,8	+ 8,1
1983	76 019,9	+ 8,4
1984	81 448,8	+ 7,1
1985	87 906,0	+ 7,9
1986	94 879,8	+ 7,9

1) Arrondissement de Genève (canton plus district de Nyon et quelques autres communes vaudoises).

Graphique 16.a

Salaire versés dans le Canton de Genève

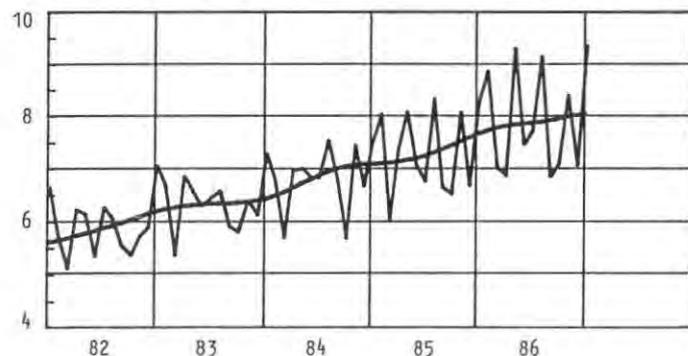
Milliards de francs Totaux trimestriels



Graphique 16.b

Mouvements de fonds des CCP dans l'arrondissement de Genève

Milliards de francs Totaux mensuels



N.B. La série a été interrompue à fin 1986. Les données de 1987 ne sont plus comparables.

16. MASSE SALARIALE ET MOUVEMENT DE FONDS DES CCP

Masse salariale

1987 La masse salariale versée par les entreprises du canton (organisations internationales gouvernementales non comprises) devrait progresser en 1987 à un taux se situant entre 9 et 10 %, alors que la croissance observée en 1986 atteignait 6,3 %.

Les résultats disponibles pour les trois premiers trimestres de l'année indiquent une croissance de la masse salariale de 8,1 % en termes nominaux et de 6,1 % en termes réels, compte tenu d'une hausse moyenne de l'indice genevois des prix à la consommation de 1,8 %¹⁾. Cette progression de 6,1 % dépasse considérablement la hausse de 3,5 % enregistrée durant les 9 premiers mois de 1986.

1988 Les prévisions disponibles pour l'économie suisse font état d'une augmentation de la rémunération des salariés de l'ordre de 3,7 à 5,0 %.

Mouvement de fonds des CCP

L'analyse de l'évolution du mouvement de fonds des CCP de l'arrondissement de Genève se heurte à deux problèmes. D'une part, une partie sans cesse croissante des ordres ne sont plus enregistrés à Genève, mais sont centralisés sur des supports informatiques et sont traités par le Service des ordres groupés (SOG) à Berne. Il sera possible, dans le futur de connaître ces mouvements, mais pour 1987 on ne peut que prendre note d'une rupture dans la série. D'autre part, depuis le début de l'année, au moins deux grandes banques ont centralisé leurs mouvements à Zurich et ceux-ci n'apparaissent donc plus dans l'arrondissement de Genève, même s'ils résultent d'une activité localisée dans le canton. Là encore on ne peut qu'enregistrer une rupture. Les variations de la série de mouvements de fonds perdent donc momentanément de leur pertinence comme indicateur de l'évolution de l'activité économique genevoise. Il est cependant prévu, à terme, d'étudier la nouvelle série dans le but d'examiner sa valeur d'indicateur conjoncturel.

1) La hausse de l'indice de 1,8 % est calculée en divisant l'indice mensuel moyen de la période janvier à septembre 1987 (113,4) par celui de la période janvier à septembre 1986 (111,4). Le passage de l'accroissement de la masse salariale en termes nominaux (+ 8,1 %) à l'accroissement en termes réels (+ 6,1 %) est obtenu en divisant le coefficient d'accroissement de la masse salariale (1,0809) par celui de l'indice (1,0184).

Tableau 17

Canton de Genève

Indice genevois des prix à la consommation

Variations annuelles, calculées de décembre à décembre, selon le groupe de dépenses, le genre de biens et l'origine des biens, en %

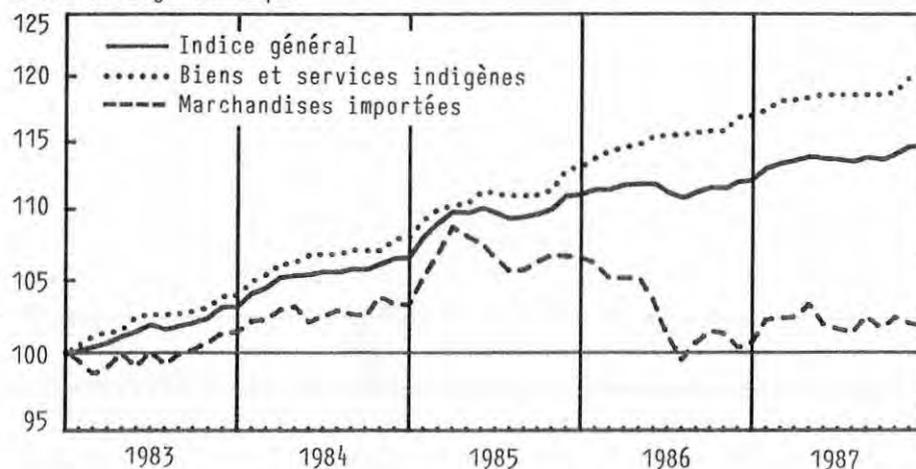
	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Indice général	5,3	3,1	3,2	4,3	1,0	2,2
Groupe de dépenses						
Alimentation	5,9	4,2	3,2	3,9	1,9	1,5
Boissons et tabacs	6,2	0,8	2,3	3,8	2,3	1,1
Habillement	5,1	4,8	2,9	4,5	3,7	2,4
Loyer	7,9	4,6	4,7	5,7	5,0	4,4
Chauffage et éclairage	6,7	- 6,1	6,9	3,2	-29,8	1,2
Aménagement et entretien du logement	4,7	2,0	2,0	2,7	2,6	1,3
Transports et communications	1,9	1,3	3,4	2,8	- 2,5	0,6
Santé et soins personnels	4,3	5,1	1,8	2,6	3,2	3,4
Instruction et loisirs	4,5	3,9	2,2	6,1	3,7	2,0
Genre de biens						
Marchandises	4,7	1,9	2,1	2,8	- 2,2	1,3
. Marchandises non durables	5,4	2,0	2,3	3,1	- 2,9	1,3
. Marchandises durables	1,5	1,5	1,2	1,4	1,6	1,4
Services	5,9	4,4	4,4	5,7	4,1	3,0
. Services privés	6,2	4,2	3,4	5,8	4,6	3,7
. Services publics	3,8	5,9	10,7	4,8	1,3	- 0,9
Origine des biens						
. Marchandises et services indigènes	5,6	3,9	3,9	4,7	3,5	2,6
. Marchandises importées	4,3	1,4	1,7	3,1	- 5,3	1,0
Variations des moyennes annuelles de l'Indice général	4,9	4,1*	3,7	4,0	1,7	1,9
Pour information : indice suisse						
. Variations annuelles (déc.-déc.)	5,5	2,1	2,9	3,2	0,0	1,9
. Variations des moyennes annuelles	5,7	2,9*	2,9	3,4	0,8	1,4

* Changement de base de l'indice en décembre 1982. La variation moyenne de 1982 est obtenue par raccordement.

Graphique 17

Indice genevois des prix à la consommation (décembre 1982 = 100) selon l'origine des biens
Chiffres mensuels

Ordonnée logarithmique



17. PRIX A LA CONSOMMATION

1987 A l'échelon national, le taux annuel de renchérissement s'établit à 1,9 % en 1987 (glissement de décembre à décembre). Comme les années précédentes, la hausse des prix à la consommation est moins marquée en Suisse que dans l'ensemble des pays de l'OCDE : le glissement des prix de novembre 1986 à novembre 1987 (dernières données disponibles pour l'OCDE) se fixe respectivement à 2,1 % et 3,9 %. Parmi les pays dont le taux de renchérissement est inférieur au taux suisse, citons : les Pays-Bas (seul taux négatif : - 0,1 %), le Japon (+ 0,4 %), le Luxembourg (+ 0,3 %), la République Fédérale d'Allemagne (+ 1,0 %), la Belgique (+ 1,5 %) et l'Autriche (+ 1,7 %). Ce taux prend une valeur légèrement supérieure notamment pour la France (+ 3,2 %), les Etats-Unis (+ 4,5 %) et l'Italie (+ 5,2 %). Le renchérissement annuel ne dépasse 10 % que dans peu de pays de l'OCDE : Grèce (+ 15,3 %), Nouvelle-Zélande (+ 16,9 %), Islande (+ 23,5 %) et Turquie (+ 36,4 %).

A Genève, le taux annuel de renchérissement, calculé de décembre à décembre, se fixe à 2,2 % pour 1987. L'année précédente, marquée par la chute des prix du pétrole, s'est soldée par une progression du niveau général des prix de 1,0 %, alors que la moyenne annuelle de la période 1982-1986 s'est établie à 3,4 %. Si l'on fait abstraction des variations de prix des produits pétroliers, qui ont eu un impact très fort sur l'indice lors des chocs pétroliers, et que l'on calcule l'indice à prix constants de ces produits, l'écart entre 1986 et 1987 est inversé : + 2,2 % en 1987 contre + 3,0 % en 1986 et + 3,8 % en moyenne annuelle pour la période 1982-1986. Considéré sous cet angle, le renchérissement observé en 1987 traduit un affaiblissement sensible des pressions à la hausse des prix.

En un an, les prix de l'alimentation progressent de 1,5 % en raison, principalement, des augmentations touchant la viande (+ 3,1 %), les légumes (+ 11,5 %) et les repas pris au restaurant (+ 2,2 %), lesquelles ne sont que faiblement atténuées par la baisse du café en grains (- 19,9 %). La hausse des boissons et tabacs se chiffre à 1,1 %; elle découle en grande partie de l'augmentation des boissons consommées au restaurant (+ 2,2 %), tout particulièrement de la bière (+ 5,5 %); de manière globale, les prix des vins reculent de 0,7 % en 1987, alors que ceux des boissons sans alcool progressent de 1,6 % (ceci pour les boissons achetées en magasin). Les prix de l'habillement augmentent de 2,4 %. Les loyers progressent de 4,4 %, contre 5,6 % en moyenne durant la période 1982-1986. La hausse du groupe chauffage et éclairage (+ 1,2 %) est imputable à celle du mazout (+ 2,9 %). L'indice du groupe aménagement et entretien du logement augmente de 1,3 %, celui des transports et communications de 0,6 %. Dans ce dernier groupe, la baisse des taxes téléphoniques et celle de l'essence atténuent les majorations de prix des voitures (neuves et occasions), des services d'entretien des automobiles, ainsi que l'adaptation des primes d'assurances RC. La hausse des prestations médico-dentaires (+ 7,6 %) et médicales (+ 4,3 %) se répercute sur le groupe santé et soins personnels (+ 3,4 %). Les prix du groupe instruction et loisirs progressent de 2,0 % en raison d'augmentations touchant notamment les cours et les tarifs hôteliers; les prix des appareils de photo, cinéma, radio et TV s'inscrivent à la baisse.

Comme ces dernières années, le renchérissement des marchandises (+ 1,3 %) reste en deçà de celui des services (+ 3,0 %); parmi ceux-ci, les services publics s'inscrivent à la baisse (- 0,9 %) grâce au recul des taxes téléphoniques. La progression des prix se chiffre à 2,6 % pour les marchandises et services indigènes (moyenne annuelle 1982-1986 : + 4,3 %), contre 1,0 % pour les marchandises importées (moyenne annuelle 1982-1986 : + 1,2 %).

1988 Les prévisions d'évolution des prix à la consommation à l'échelon suisse élaborées par les principaux instituts universitaires et par les grandes banques indiquent pour 1988 un renchérissement compris, en moyenne annuelle, entre 2,0 % et 2,4 %. En raison des écarts constatés ces dernières années entre les évolutions des indices genevois et suisse et de leur nature, notamment des différences dans le mouvement des loyers, le SCS considère comme probable un taux annuel de renchérissement (glissement de l'indice de décembre à décembre) compris entre 2,0 % et 3,0 % à Genève en 1988. Le rythme de progression du niveau général des prix pourrait s'accélérer en 1989, inscrivant le taux annuel entre 2,5 % et 3,5 %.

Les prévisions de prix sont rendues cette année particulièrement difficiles par le renforcement des incertitudes consécutif au krach boursier d'octobre 1987 et à la baisse du dollar américain, ceci venant s'ajouter aux facteurs habituels d'incertitude tels que l'évolution des prix pétroliers et l'ampleur de la revalorisation du franc suisse par rapport aux monnaies de nos principaux partenaires commerciaux. Parmi les facteurs modérateurs de la hausse des prix, citons : la stabilité escomptée des prix du pétrole, lesquels pourraient même s'orienter à la baisse si les pays producteurs membres de l'OPEP ne respectent pas les quotas qu'ils se sont fixés ou si la baisse du dollar américain produit son plein effet sur les prix du marché libre, sur lequel la Suisse s'approvisionne; la revalorisation générale du franc suisse; la hausse modérée des salaires nominaux en 1987 et la poursuite du ralentissement de la croissance économique. L'orientation de la politique monétaire de la BNS restera inchangée en 1988, mais une flexibilité accrue sera nécessaire pour naviguer au plus près entre l'objectif traditionnel de contenir le renchérissement et le souci d'éviter un manque de liquidités à la suite du krach boursier, ainsi qu'une trop forte appréciation du franc suisse. Quant aux pressions à la hausse des prix, elles viendront peut-être de l'intérieur sous forme de revendications salariales s'appuyant, notamment, sur l'assèchement du marché du travail, particulièrement sensible dans bien des professions qualifiées; citons aussi les imperfections bien connues de la concurrence en Suisse, ainsi que les tensions devenues quasiment permanentes et structurelles du marché du logement à Genève. De plus, une éventuelle amplification des tensions régnant dans le Golfe persique pourrait raréfier le pétrole sur les marchés au point d'en rehausser sensiblement les prix; mais un tel scénario paraît actuellement peu probable en raison du fait que les belligérants ont besoin des recettes pétrolières pour financer leur guerre, et il semble que le pétrole puisse au besoin emprunter d'autres voies que celles qui passent sous le feu des missiles. Quoi qu'il en soit, il paraît difficile, sur le plan général, d'envisager des taux annuels de renchérissement inférieurs à long terme à 3 %, ce chiffre étant souvent qualifié de "socle inflationniste".

Collection «Aspects statistiques»

1984

- No 40 — Evolution de l'emploi dans l'industrie genevoise de 1966 à 1982 (Avril 1984, 32 pages, prix: 5 F.)
- No 41 — Prix à la consommation et loyers. Evolution 1983-84 à Genève (Juillet 1984, 27 pages, prix: 5 F.)
- No 42 — Recensement fédéral de la population 1980.6: Population active et mouvements pendulaires (Décembre 1984, 76 pages, prix: 10 F.)

1985

- No 43 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1^{er} juin 1984 (Mars 1985, 16 pages, prix: 5 F.)
- No 44 — Recensement fédéral de la population 1980. 7: Conditions d'habitation des ménages; occupation en termes de pièces (Mai 1985, 28 pages, prix: 5 F.)
- No 45 — Recensement fédéral de la population 1980. 8: Conditions d'habitation des ménages; occupation en termes de surface, statut d'occupation (Juillet 1985, 28 pages, prix: 5 F.)
- No 46 — Recensement fédéral de la population 1980. 9: Conditions d'habitation des ménages par commune et quartier de la ville de Genève (Août 1985, 32 pages, prix: 5 F.)
- No 47 — Le mouvement de fonds des comptes de chèques postaux à Genève de 1960 à 1984 (Septembre 1985, 16 pages, prix: 5 F.)
- No 48 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1^{er} juin 1985 (Octobre 1985, 20 pages, prix: 5 F.)

1986

- No 49 — Evolution de la population étrangère à Genève 1981-1984; catégorie de permis et type de mouvement (Janvier 1986, 32 pages, prix: 5 F.)
- No 50 — Evolution de l'emploi à Genève (Février 1986, 40 pages, prix: 5 F.)
- No 51 — Commerce extérieur du canton de Genève selon le mode de transport (1972-1984), l'emploi et la nature des marchandises (1982-1984) (Avril 1986, 28 pages, prix: 5 F.)
- No 52 — Recensement fédéral de la population 1980. 10: Structure professionnelle de la population résidente active du canton de Genève (Juin 1986, 28 pages, prix: 5 F.)
- No 53 — Le point sur les statistiques de l'énergie dans le canton de Genève (Novembre 1986, 36 pages, prix: 5 F.)
- No 54 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête du 1^{er} juin 1986 (Décembre 1986, 16 pages, prix: 5 F.)

1987

- No 55 — Economie genevoise: rétrospective 1986 (Février 1987, 48 pages, prix: 10 F.)
- No 56 — Prix à la consommation et loyers; évolution 1984-1986 à Genève (Juillet 1987, 32 pages, prix: 5 F.)
- No 57 — Recensement fédéral des entreprises 1985. 1: Les administrations publiques dans le canton de Genève (septembre 1987, 43 pages, prix: 5 F.)
- No 58 — Emigration des Suisses hors du canton de Genève de 1984 à 1986 (décembre 1987, 28 pages, prix: 5 F.)

1988

- No 59 — Economie genevoise: rétrospective 1987 (Février 1988, 56 pages, prix: 10 F.)